

**Assemblée générale**

Soixante-dix-huitième session

**Première Commission****28<sup>e</sup>** séance plénièreMercredi 1<sup>er</sup> novembre 2023, à 10 heures  
New York*Documents officiels*

*Président :* M. Paulauskas . . . . . (Lituanie)

*La séance est ouverte à 10 heures.*

**Points 90 à 106 de l'ordre du jour (suite)****Décision sur tous les projets de résolution et de décision déposés au titre de tous les points de l'ordre du jour relatifs au désarmement et à la sécurité internationale**

**Le Président** (*parle en anglais*) : Nous allons suivre la même procédure que celle convenue à notre séance du 27 octobre (voir A/C.1/78/PV.25). Nous entendrons d'abord les délégations qui ont demandé la parole pour expliquer leur position ou leur vote avant que nous nous prononcions sur les projets de proposition relevant du groupe de questions 4, « Armes classiques », tel qu'il figure dans le document non officiel n° 2/Rev.3. Immédiatement après, la Commission se prononcera sur les projets de résolution et de décision relevant du groupe de questions 4.

Le Secrétariat m'a informé que l'état des incidences financières du projet de résolution A/C.1/78/L.41 avait été publié et téléchargé sur le portail e-deleGATE. En conséquence, nous nous prononcerons aujourd'hui sur ce projet de résolution dans le cadre de l'examen du groupe de questions 4.

**M. Belousov** (Fédération de Russie) (*parle en russe*) : Ma délégation prend la parole pour expliquer son vote sur la position de la Fédération de Russie concernant

le projet de résolution A/C.1/78/L.56, sur les systèmes d'armes létaux autonomes.

La Russie votera contre ce projet de résolution, contre les sixième et septième alinéas et contre les paragraphes 3 et 4, et s'abstiendra dans le vote sur les autres paragraphes mis aux voix. Nous estimons que ce document vise à saper les activités du Groupe d'experts gouvernementaux sur les technologies émergentes dans le domaine des systèmes d'armes létaux autonomes établi dans le cadre de la Convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination, également connue sous le nom de Convention sur certaines armes classiques. Ce groupe, qui fonctionne avec succès, a adopté des rapports de fond, y compris cette année. Nous estimons que le Groupe d'experts gouvernementaux est la meilleure instance, et la seule, pour débattre de toutes les questions relatives aux systèmes d'armes létaux autonomes. Cette conception a été réaffirmée dans les 11 principes directeurs sur les systèmes d'armes létaux autonomes, qui ont été adoptés par consensus, ainsi que dans le document final de la sixième Conférence d'examen de la Convention sur certaines armes classiques, qui s'est tenue à Genève en décembre 2021.

Le libellé du projet de résolution indique clairement l'intention de renvoyer le débat au sujet des

Ce procès-verbal contient le texte des déclarations prononcées en français et la traduction des autres déclarations. Les rectifications éventuelles ne doivent porter que sur le texte original des interventions. Elles doivent être indiquées sur un exemplaire du procès-verbal, porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées au Chef du Service de rédaction des procès-verbaux de séance, bureau AB-0928 (verbatimrecords@un.org). Les procès-verbaux rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents de l'Organisation des Nations Unies (<http://documents.un.org>).



systèmes d'armes létaux autonomes à l'Organisation des Nations Unies. Nous tenons à souligner qu'il serait contre-productif de transférer ce débat à toute autre instance internationale, y compris à l'Organisation des Nations Unies. Nous constatons que tous les États clefs engagés dans la recherche scientifique active et les applications pratiques dans ce domaine participent aux travaux du Groupe d'experts gouvernementaux. Cette instance établit, dans les faits, un équilibre raisonnable entre les préoccupations humanitaires et les intérêts légitimes liés à la défense exprimés par les pays en ce qui concerne ces systèmes d'armes. Nous estimons qu'il est nécessaire de poursuivre les travaux au sein de cette instance, sur la base du mandat de délibération du Groupe, de l'ordre du jour convenu et du principe du consensus. Nous constatons que le projet de résolution se concentre de manière unilatérale et injustifiée sur les risques et défis exceptionnels que présentent les systèmes d'armes létaux autonomes. Lors des précédentes sessions du Groupe d'experts gouvernementaux sur les systèmes d'armes létaux autonomes, un certain nombre de présentations s'appuyant sur des exemples concrets ont montré de manière convaincante que ces armes jouent un rôle important pour relever les défis liés, entre autres, à la défense, à la lutte contre les menaces terroristes et aux mines.

Nous estimons que les systèmes d'armes létaux autonomes peuvent s'avérer plus efficaces que les opérateurs humains dans l'exécution des tâches concernées en réduisant la probabilité d'erreur. Outre leurs avantages technologiques, ces armes réduisent les risques liés au facteur humain. Toutefois, cet élément n'est pas abordé dans le projet de résolution. Nous relevons également que le projet de résolution insiste exagérément sur le rôle des droits humains et des aspects éthiques eu égard aux systèmes d'armes létaux autonomes. Il n'y a aucune raison d'affirmer que les principes d'humanité, les exigences de la conscience publique, ainsi que la composante Droits humains, pourraient être considérées comme la condition unique et absolue qui permettrait d'imposer des régimes d'interdiction stricte concernant certains types d'armes spécifiques. Nous estimons que le droit international, y compris le droit international humanitaire, s'applique pleinement aux systèmes d'armes létaux autonomes et qu'il n'est pas nécessaire de le mettre à jour en raison de la nature particulière de ces armes ou de l'y adapter. Nous nous opposons à la mise en place d'un instrument juridiquement contraignant sur les systèmes d'armes létaux autonomes et à l'imposition d'un moratoire sur le développement et l'utilisation de ces systèmes ainsi que

des technologies utilisées pour les créer. Notre position est sans équivoque : il est inacceptable de diluer les activités du Groupe d'experts gouvernementaux dans le cadre de la Convention sur certaines armes classiques. Le projet de résolution ne permettra pas d'unifier la communauté internationale et ne fera que fragmenter le débat sur l'une des questions clefs du programme de maîtrise des armements, de désarmement et de non-prolifération. Nous sommes prêts à examiner d'autres modalités d'application des restrictions juridiques internationales et normes du droit international humanitaire à ces systèmes d'armes dans le cadre du Groupe d'experts gouvernementaux spécialisé, en lien avec le processus d'examen de la Convention sur certaines armes classiques. Pour répondre aux inquiétudes suscitées par ce qu'on appelle les systèmes d'armes létaux autonomes, il convient de veiller au bon respect des obligations existantes.

**M. García Moré** (Cuba) (*parle en espagnol*) : La délégation cubaine s'abstiendra dans le vote sur le projet de résolution A/C.1/78/L.39, intitulé « Mise en œuvre de la Convention sur l'interdiction de l'emploi, du stockage, de la production et du transfert des mines antipersonnel et sur leur destruction », et sur le projet de résolution A/C.1/78/L.42, intitulé « Traité sur le commerce des armes ».

En ce qui concerne le projet de résolution A/C.1/78/L.39, nous réaffirmons que, tant que la politique d'hostilité et d'agression des États-Unis contre Cuba, imposée il y a plus de 60 ans, sera maintenue, notre pays ne pourra pas renoncer à la possession et à l'utilisation de mines antipersonnel pour préserver sa souveraineté et son intégrité territoriale, conformément au droit de légitime défense reconnu dans la Charte des Nations Unies. Cuba est un État partie à la Convention sur certaines armes classiques, y compris son protocole II original sur l'emploi de mines, de pièges et d'autres dispositifs, et respecte strictement les interdictions et les restrictions relatives à l'emploi des mines prévues par ces instruments. Nous réaffirmons notre engagement à mettre en œuvre une politique stricte visant à garantir l'emploi responsable des mines antipersonnel à des fins exclusivement défensives et pour répondre aux besoins de Cuba en matière de sécurité nationale. Nous partageons pleinement les préoccupations humanitaires légitimes concernant l'emploi sans discrimination et irresponsable des mines antipersonnel. Nous appuierons tous les efforts légitimes qui, tout en maintenant l'équilibre nécessaire entre les questions humanitaires et les questions de sécurité nationale en ce qui concerne la possession et l'emploi de mines, visent à éliminer les terribles effets de l'emploi

aveugle et irresponsable des mines antipersonnel sur la population civile et sur les économies de nombreux pays.

Quant au projet de résolution A/C.1/78/L.42, nous rappelons que le Traité sur le commerce des armes, a été adopté à l'issue d'un vote prématuré, alors que les négociations n'étaient pas encore terminées, et n'est pas fondé sur un consensus international. Il s'agit d'un traité qui n'est pas équilibré et qui sert les intérêts des pays exportateurs d'armes. Les paramètres établis dans ce texte pour que ces États évaluent et prennent une décision sur l'approbation et le refus des transferts d'armes sont subjectifs et peuvent être facilement manipulés à des fins politiques, ce qui est incompatible avec le droit des États d'acquiescer et de posséder des armes pour leur légitime défense, tel que consacré par la Charte des Nations Unies. Le Traité sur le commerce des armes n'interdit pas les transferts d'armes à des acteurs non étatiques non autorisés, ce qui, en fin de compte, légitime ces transferts, alors qu'ils constituent la principale source du trafic d'armes. Un traité ne peut être efficace s'il est truffé d'ambiguïtés, d'incohérences, d'imprécisions et de lacunes qui compromettent sa mise en œuvre. Nous rejetons également les tentatives visant à créer des synergies entre ce traité et d'autres instruments qui ne bénéficient pas d'une acceptation universelle et dont la nature juridique, la composition, le champ d'application et la catégorisation des armes réglementées diffèrent. Notre délégation se dissocie de tous les paragraphes qui font référence au Traité sur le commerce des armes dans les différents projets de résolution sur lesquels la Première Commission va se prononcer.

**M<sup>me</sup> Quintero Correa** (Colombie) (*parle en espagnol*) : Je souhaite présenter non pas une explication de position ou de vote, mais une déclaration générale. Est-ce possible ?

**Le Président** (*parle en anglais*) : Nous entendons actuellement des explications de position ou de vote avant de nous prononcer sur les projets de proposition relevant du groupe de questions 4. Mon intention est donc d'entendre les explications de position ou de vote des États Membres, et non pas une déclaration générale.

**M<sup>me</sup> Quintero Correa** (Colombie) (*parle en espagnol*) : Je vous prie de m'excuser, Monsieur le Président, mais puis-je présenter ma déclaration ou non ? Je ne comprends pas. Puis-je faire ma déclaration ? Lorsque nous avons conclu la séance d'hier (voir A/C.1/78/PV.27), je n'ai pas très bien compris si nous enchaînerions aujourd'hui avec des explications de vote ou avec des déclarations générales. J'aimerais donc

savoir si je peux faire ma déclaration, car la Colombie est coauteure de deux projets de résolution relevant de ce groupe de questions.

**Le Président** (*parle en anglais*) : Je pense que nous avons terminé d'entendre les déclarations générales hier. Il ne nous restait plus que 25 minutes et, comme nous n'étions pas d'accord sur la manière de procéder avec les explications de vote, j'ai levé la séance à ce moment-là. Je considère donc que nous sommes arrivés, hier, à la fin du temps consacré aux déclarations générales et à la présentation des projets de résolution. Voilà ma conclusion.

**M<sup>me</sup> Quintero Correa** (Colombie) (*parle en anglais*) : Donc... non ? Est-ce que cela veut dire oui ou non ? Pardon, ce doit être trop tard.

**Le Président** (*parle en anglais*) : C'est exactement ce que je veux dire, mais cela me met dans une position plutôt inconfortable, car la représentante de la Colombie a manqué l'occasion de faire sa déclaration hier. Je ferai donc une exception pour qu'elle puisse la présenter aujourd'hui, en lui laissant cinq minutes.

**M<sup>me</sup> Quintero Correa** (Colombie) (*parle en espagnol*) : Merci beaucoup, Monsieur le Président, c'est très aimable à vous.

**Le Président** (*parle en anglais*) : Je donne à présent la parole au représentant de la Fédération de Russie pour une motion d'ordre.

**M. Belousov** (Fédération de Russie) (*parle en russe*) : Je souhaite présenter une motion d'ordre. Au vu de la situation, tout d'abord, notre délégation respecte votre opinion, Monsieur le Président, quant au fait de donner la parole à la représentante de la Colombie pour qu'elle fasse une déclaration générale. Cependant, nous estimons que vous auriez dû consulter les délégations avant de modifier l'ordre de nos travaux. Par principe, nous sommes disposés à faire une exception et à permettre à la représentante de la Colombie de prendre la parole. Mais je vous demanderai, Monsieur le Président, de bien vouloir consulter les délégations à l'avance, la prochaine fois, avant de prendre de telles décisions.

**Le Président** (*parle en anglais*) : Je remercie la délégation russe de la souplesse dont elle fait preuve. Oui, j'ai l'habitude de consulter la Commission sur ces questions, et j'ai l'impression que la Commission est d'accord avec ma décision de faire une exception pour autoriser la représentante de la Colombie à faire une

déclaration générale pendant les explications de position ou de vote.

**M<sup>me</sup> Quintero Correa** (Colombie) (*parle en espagnol*) : Je tiens à remercier encore une fois le Président, ainsi que toutes les délégations.

La Colombie, qui compte parmi les auteurs du projet de résolution A/C.1/78/L.40, intitulé « Le commerce illicite des armes légères et de petit calibre sous tous ses aspects », avec le Japon et l'Afrique du Sud, remercie le Japon d'avoir présenté ce projet de résolution et d'en avoir dirigé l'élaboration. Le commerce illicite des armes légères et de petit calibre ainsi que de leurs munitions, l'accumulation de leurs stocks en surplus et leur détournement vers des destinataires non autorisés demeurent un motif de préoccupation et une menace pour la paix, la sécurité, le développement durable et la stabilité dans le monde entier. En effet, ces activités intensifient et prolongent les conflits, en amplifiant leurs conséquences humanitaires et socioéconomiques ainsi que leur lien avec la violence, y compris fondée sur le genre, la criminalité organisée et d'autres crimes. Si l'on considère l'ampleur de ce problème, on constate qu'il résulte à la fois de réalités nationales et de tendances et variables régionales et mondiales. C'est pourquoi il est essentiel de consolider la coordination des actions menées à chacun de ces niveaux. Le projet de résolution vise à poursuivre le renforcement des efforts collectifs et de la coopération internationale dans la lutte contre ce fléau, auquel aucun pays n'échappe. La Colombie invite toutes les délégations à adopter encore une fois le projet de résolution A/C.1/78/L.40 par consensus.

La Colombie, qui compte parmi les auteurs du projet de résolution A/C.1/78/L.39, intitulé « Mise en œuvre de la Convention sur l'interdiction de l'emploi, du stockage, de la production et du transfert des mines antipersonnel et sur leur destruction », avec l'Allemagne et le Cambodge, remercie l'Allemagne d'avoir présenté ce projet de résolution. Nous connaissons les conséquences qu'ont les mines antipersonnel sur la vie des personnes, sur les communautés et sur le développement durable. Vingt-cinq ans après son ouverture à la signature, en décembre 1997, la Convention continue de se heurter à des difficultés, et il est impératif que nous poursuivions nos efforts conjoints pour atteindre l'objectif collectif d'un monde exempt de mines antipersonnel. Nous encourageons tous les États à continuer de soutenir le projet de résolution et à s'en porter coauteurs cette année. Nous tenons à rappeler que l'objectif du Programme d'action en vue de prévenir, combattre et éliminer le

commerce illicite des armes légères sous tous ses aspects ainsi que de la Convention sur l'interdiction des mines antipersonnel est de sauver des vies.

**M. Sher** (Inde) (*parle en anglais*) : L'Inde s'abstiendra dans le vote sur le projet de résolution A/C.1/78/L.39. Mon pays appuie la vision d'un monde sans mines terrestres antipersonnel et est attaché à leur élimination à terme. Nous soulignons également qu'il existe des options technologiques efficaces sur le plan militaire et capables d'assurer le même rôle à moindre coût. Le rôle défensif légitime des mines antipersonnel facilitera la réalisation de l'objectif d'élimination complète de ces mines.

L'Inde est une haute partie contractante au Protocole II, tel que modifié, annexé à la Convention sur certaines armes classiques, qui consacre une approche tenant compte des besoins légitimes de défense des États, en particulier ceux qui ont de longues frontières. Mon pays s'est acquitté des obligations qui lui incombent en vertu du Protocole II modifié, notamment en mettant fin à la production de mines non détectables et en rendant toutes ses mines antipersonnel détectables. L'Inde observe un moratoire sur l'exportation et le transfert des mines terrestres antipersonnel. Conformément au droit international humanitaire, nous avons pris un certain nombre de mesures pour répondre aux préoccupations humanitaires découlant de l'emploi de mines terrestres antipersonnel. L'Inde reste déterminée à accroître la coopération et l'assistance internationales en matière de déminage et de réadaptation des victimes des mines, et elle fournit une assistance technique et met ses compétences à contribution à cette fin. En outre, elle participe régulièrement, en tant qu'observatrice, à l'Assemblée des États parties à la Convention sur l'interdiction de l'emploi, du stockage, de la production et du transfert des mines antipersonnel et sur leur destruction.

En ce qui concerne le projet de résolution A/C.1/78/L.42, intitulé « Traité sur le commerce des armes », l'Inde exerce un contrôle strict et efficace de ses exportations de matériels de défense. Elle souscrit aux objectifs énoncés dans le Traité sur le commerce des armes, et son système de contrôle des exportations est conforme à ces objectifs. Dans le droit fil de son engagement en faveur des mesures internationales de transparence, l'Inde présente un rapport annuel au titre du Registre des armes classiques de l'ONU pour les mêmes catégories d'armes classiques que celles réglementées par le Traité sur le commerce des armes. Notre engagement transparaît également dans notre participation à l'Arrangement de Wassenaar. L'Inde poursuit son examen



du Traité sur le commerce des armes sous l'angle de nos intérêts en matière de défense, de sécurité et de politique étrangère. Nous nous abstenons donc dans le vote sur le projet de résolution A/C.1/78/L.42.

**M. Ghourbanpour** (République islamique d'Iran) (*parle en anglais*) : Je prends la parole pour expliquer le vote de ma délégation sur le projet de résolution A/C.1/78/L.41, intitulé « Gestion des munitions classiques tout au long de leur cycle de vie ». À cet égard, ma délégation votera pour le projet de résolution, mais je tiens à souligner nos réserves et nos observations comme suit.

Premièrement, la position que nous avons exprimée à la dernière réunion du groupe de travail à composition non limitée sur les munitions classiques, le 9 juin 2023, reste valable, car le Cadre mondial pour la gestion des munitions classiques tout au long de leur cycle de vie ainsi que le rapport de procédure du groupe de travail (voir A/78/111) indiquent expressément que toutes les conclusions, recommandations et actions suggérées dans ce cadre sont entièrement volontaires et soumises à la liberté d'appréciation des États membres. Il est donc essentiel de souligner que le document et toutes ses dispositions reposent sur une base purement volontaire et n'entraînent aucune obligation contraignante.

Deuxièmement, compte tenu de la nature volontaire et non contraignante de ce document final, ma délégation souhaite redire que son accord porte uniquement sur les dispositions non litigieuses qui s'alignent sur les politiques, lois, réglementations, priorités et valeurs nationales de notre pays.

Troisièmement, il convient d'observer que, selon le langage standard utilisé lors de l'examen de tout document soumis par les organes subordonnés de l'Assemblée générale, on devrait parler d'approbation plutôt que d'adoption. Par conséquent, l'utilisation du terme « adopter » au paragraphe 2 du document publié sous la cote A/C.1/78/L.42 ne doit en aucun cas être interprétée comme modifiant le statut du document approuvé par l'Assemblée générale.

Ma délégation s'abstiendra également dans le vote sur le projet de résolution A/C.1/78/L.56, intitulé « Systèmes d'armes létaux autonomes », pour les raisons suivantes.

Premièrement, la définition et le champ d'application du terme « systèmes d'armes létaux autonomes » dans le projet de résolution ne sont pas clairement définis.

Deuxièmement, nous nous sommes engagés à aborder chaque sujet et chaque question dans l'instance spécialisée pertinente, mais nous pensons qu'il est inapproprié d'inclure la problématique des droits humains, bien que nous soutenions les droits humains en principe, comme indiqué au sixième alinéa du préambule du projet de résolution. Cette position s'applique à toutes les questions similaires dans tous les documents de la Première Commission.

Troisièmement, en ce qui concerne le septième alinéa du préambule, nous ne soutenons pas l'idée de faire référence à un événement qui exclut intentionnellement la participation de certains États membres. En outre, d'un point de vue factuel, il n'est pas cohérent de mentionner des événements régionaux dans un document de portée mondiale.

De même, enfin, nous estimons que le Groupe d'experts gouvernementaux qui agit dans le cadre de la Convention sur certaines armes classiques devrait se concentrer sur les États membres de la Convention. Tenter d'en élargir la portée au-delà de son champ d'application limité est incompatible avec les normes nécessaires de la diplomatie multilatérale.

**M<sup>me</sup> Storsve** (États-Unis d'Amérique) (*parle en anglais*) : Nous avons le plaisir de soutenir le projet de résolution A/C.1/78/L.41, intitulé « Gestion des munitions classiques tout au long de leur cycle de vie ». Ce projet de résolution adopte le rapport final du groupe de travail à composition non limitée sur les munitions, qui comprend le Cadre mondial pour la gestion des munitions classiques tout au long de leur cycle de vie. Ce dernier reconnaît notamment le rôle important que joue la coopération internationale entre les États et les autres parties intéressées dans la gestion des munitions classiques tout au long de leur cycle de vie.

La coopération en matière de surveillance des ventes commerciales est un outil important pour atténuer le risque de détournement des munitions classiques après leur transfert, notamment grâce au suivi de leur utilisation finale. Ce suivi repose sur des certificats d'utilisateur final et des documents fonctionnellement équivalents, établis par les autorités nationales de réglementation, lorsque l'État d'origine a déterminé quels utilisateurs finaux et quelles restrictions à l'utilisation finale s'appliquent à la vente.

Comme expliqué dans la justification de l'objectif 9, la certification des utilisateurs finaux repose sur l'évaluation des risques par l'État d'origine et sur

sa définition des restrictions appropriées. Elle ne se limite pas aux domaines d'intérêt commun avec un État destinataire et ne dépend pas de l'assentiment de celui-ci.

En ce qui concerne le projet de résolution A/C.1/78/L.56, intitulé « Systèmes d'armes létaux autonomes », les États-Unis se félicitent de soutenir ce projet de résolution, bien que nous pensions que certains de ces aspects pourraient être affinés. Nous reconnaissons la contribution que le rapport du Secrétaire général pourrait apporter aux travaux du Groupe d'experts gouvernementaux sur les technologies émergentes dans le domaine des systèmes d'armes létaux autonomes établi dans le cadre de la Convention sur certaines armes classiques.

Ce rapport doit être équilibré, tenir compte des points de vue de tous les États Membres de l'Organisation des Nations Unies et adopter une perspective pragmatique sur les possibilités de progrès par consensus. Nous nous félicitons également que la société civile ait la possibilité de faire part de son point de vue au Secrétaire général.

La Convention sur certaines armes classiques est une instance particulièrement adaptée aux discussions multilatérales sur les systèmes d'armes létaux autonomes, car elle bénéficie des contributions d'experts diplomatiques, militaires, juridiques, techniques et politiques venant de tous les États intéressés, ainsi que de la société civile. Cette expertise a donné lieu à un important ensemble de travaux, y compris un consensus sur les principes directeurs, et le Groupe d'experts gouvernementaux continue d'offrir la meilleure occasion de faire progresser les efforts internationaux en matière de systèmes d'armes létaux autonomes. Les États-Unis ne sont pas favorables à la création d'un processus parallèle sur les systèmes d'armes létaux autonomes ou à toute autre démarche qui viserait à compromettre le rôle central que joue le Groupe d'experts gouvernementaux créé par la Convention sur certaines armes classiques dans la réalisation d'avancées sur cette question.

Au cours des deux dernières années, plus de 15 propositions de fond ont été soumises par les délégations au Groupe d'experts gouvernementaux, allant d'instruments juridiquement contraignants à des instruments non contraignants en passant par des documents de travail. Les États-Unis estiment que le moment est mal choisi pour entamer la négociation d'un instrument juridiquement contraignant sur les systèmes d'armes létaux autonomes, mais nous avons appuyé les mandats qui permettent d'examiner toutes les propositions

et nous avons encouragé un dialogue constructif sur toutes les propositions.

À notre avis, le projet d'articles sur les systèmes d'armes autonomes, soumis au Groupe d'experts gouvernementaux établi dans le cadre de la Convention, en mars de cette année, par les États-Unis ainsi que l'Australie, le Canada, le Japon, la Pologne, la République de Corée et le Royaume-Uni, reste le meilleur moyen d'avancer sur cette question. Cette proposition vise à clarifier la manière dont les principes et les règles du droit international humanitaire s'appliquent aux systèmes d'armes autonomes et à définir des mesures permettant d'appliquer efficacement le droit international humanitaire. Ce travail doit être accompli avant qu'un instrument juridiquement contraignant puisse être négocié de manière responsable.

Nous entendons travailler avec les hautes parties contractantes à la Convention sur certaines armes classiques lors de la réunion annuelle qui se tiendra à Genève le mois prochain afin de parvenir à un consensus sur l'élaboration d'un mandat solide pour le Groupe d'experts gouvernementaux en 2024, qui permettra à ses participants de continuer à faire des progrès importants.

**M. Hegaz (Égypte) (*parle en anglais*) :** Je prends la parole pour expliquer le vote de ma délégation avant le vote sur les projets de résolution A/C.1/78/L.39, A/C.1/78/L.42 et A/C.1/78/L.20.

En ce qui concerne le projet de résolution contenu dans le document publié sous la cote A/C.1/78/L.39, intitulé « Mise en œuvre de la Convention sur l'interdiction de l'emploi, du stockage, de la production et du transfert des mines antipersonnel et sur leur destruction », l'Égypte a déjà exprimé à plusieurs reprises ses réserves quant à la nature déséquilibrée de cet instrument, qui a été élaboré et conclu en dehors du cadre de l'ONU. Consciente des considérations humanitaires liées aux mines terrestres, l'Égypte a imposé un moratoire sur sa capacité de production et d'exportation de mines terrestres dès les années 80, bien avant la conclusion de la Convention. Nous estimons que la Convention souffre d'un manque d'équilibre entre les préoccupations d'ordre humanitaire liées aux mines antipersonnel et leurs possibles utilisations militaires légitimes, en particulier dans les pays ayant de longues frontières et confrontés à des défis considérables sur le plan de la sécurité.

Par ailleurs, la Convention n'impose aucune obligation juridique aux États de retirer les mines antipersonnel qu'ils ont placées sur le territoire d'autres

États, ce qui fait qu'il est presque impossible pour de nombreux États de s'acquitter seuls de leurs obligations en matière de déminage. C'est particulièrement vrai dans le cas de l'Égypte, qui est un des pays les plus touchés puisqu'elle compte encore des millions de mines terrestres placées sur son territoire pendant la Seconde Guerre mondiale. Pour ces raisons, l'Égypte s'abstiendra dans le vote sur le projet de résolution A/C.1/78/L.39.

En ce qui concerne le projet de résolution A/C.1/78/L.42, intitulé « Traité sur le commerce des armes », et les références à ce traité dans d'autres propositions présentées à la Première Commission, l'Égypte a toujours été et demeure en première ligne des efforts sincères déployés en vue de combattre le trafic d'armes et d'éliminer les transferts d'armes aux groupes terroristes et aux groupes armés illégaux. Nous avons également participé activement et de manière constructive aux négociations qui ont abouti à l'adoption du Traité sur le commerce des armes. Toutefois, certains États ayant cherché à manipuler et à politiser le commerce légitime des armes, le Traité présente un certain nombre de lacunes et de failles, notamment l'absence délibérée de définitions nécessaires et de critères clairs, qui rendent son application sélective et subjective et permettent aux États exportateurs d'en détourner les dispositions.

De plus, le Traité a passé complètement sous silence l'interdiction faite aux États d'approvisionner délibérément en armes des destinataires non autorisés, notamment des groupes terroristes et des groupes armés illégaux, ce qui représente la principale menace concrète dans ce domaine. C'est pourquoi ma délégation continuera de s'abstenir dans le vote sur le projet de résolution A/C.1/78/L.39, ainsi que sur les paragraphes qui mentionnent le Traité dans les projets de résolution A/C.1/78/L.40 et A/C.1/78/L.61.

En ce qui concerne le vote sur le projet de résolution A/C.1/78/L.20, intitulé « Application de la Convention sur les armes à sous-munitions », l'Égypte s'abstiendra compte tenu de la nature sélective et déséquilibrée de cet instrument, qui a été élaboré et adopté en dehors du cadre de l'Organisation des Nations Unies et qui ne contient pas de définition équitable et claire des armes à sous-munitions, ce qui découle d'une conception visant délibérément à répondre aux besoins de production spécifiques de certains États.

**Le Président** (*parle en anglais*) : La Commission va maintenant se prononcer sur le projet de résolution A/C.1/78/L.20, intitulé « Application de la Convention sur les armes à sous-munitions ».

Je donne la parole à la Secrétaire de la Commission.

**M<sup>me</sup> Elliott** (Secrétaire de la Commission) (*parle en anglais*) : Le projet de résolution A/C.1/78/L.20 a été déposé le 6 octobre par l'Iraq, au nom des États membres du Comité de coordination de la Convention sur les armes à sous-munitions. La liste des auteurs du projet de résolution figure dans le document publié sous la cote A/C.1/78/L.20.

**Le Président** (*parle en anglais*) : Un vote enregistré a été demandé.

*Il est procédé au vote enregistré.*

*Votent pour :*

Afrique du Sud, Albanie, Algérie, Allemagne, Andorre, Angola, Arménie, Australie, Autriche, Azerbaïdjan, Bahamas, Bangladesh, Barbade, Belgique, Belize, Bénin, Bhoutan, Bolivie (État plurinational de), Bosnie-Herzégovine, Botswana, Brunéi Darussalam, Bulgarie, Burkina Faso, Burundi, Cabo Verde, Cameroun, Canada, Chili, Chine, Colombie, Comores, Congo, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Croatie, Cuba, Danemark, Djibouti, El Salvador, Équateur, Érythrée, Espagne, Eswatini, Éthiopie, France, Gabon, Ghana, Guatemala, Guinée, Guinée équatoriale, Guinée-Bissau, Guyana, Honduras, Hongrie, Îles Marshall, Îles Salomon, Indonésie, Iraq, Irlande, Islande, Italie, Jamaïque, Japon, Jordanie, Kazakhstan, Kenya, Kirghizistan, Koweït, Lesotho, Liban, Libéria, Libye, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Macédoine du Nord, Madagascar, Malaisie, Malawi, Maldives, Mali, Malte, Maurice, Mauritanie, Mexique, Micronésie (États fédérés de), Monaco, Mongolie, Monténégro, Mozambique, Myanmar, Namibie, Nicaragua, Nigéria, Norvège, Nouvelle-Zélande, Palaos, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Paraguay, Pays-Bas (Royaume des), Pérou, Philippines, Portugal, République de Moldova, République démocratique populaire lao, République dominicaine, République tchèque, République-Unie de Tanzanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Rwanda, Saint-Kitts-et-Nevis, Saint-Marin, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Sainte-Lucie, Samoa, Sénégal, Sierra Leone, Singapour, Slovaquie, Slovénie, Somalie, Soudan, Soudan du Sud, Sri Lanka, Suède, Suisse, Suriname, Tchad, Thaïlande, Timor-Leste, Togo, Tonga, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Uruguay, Vanuatu, Yémen, Zambie

*Votent contre :*

Fédération de Russie

*S'abstiennent :*

Arabie saoudite, Argentine, Bahreïn, Bélarus, Brésil, Cambodge, Chypre, Égypte, Émirats arabes unis, Estonie, États-Unis d'Amérique, Finlande, Géorgie, Grèce, Inde, Iran (République islamique d'), Israël, Lettonie, Maroc, Népal, Oman, Ouganda, Ouzbékistan, Pakistan, Pologne, Qatar, République arabe syrienne, République de Corée, Roumanie, Serbie, Tadjikistan, Türkiye, Ukraine, Viet Nam, Zimbabwe

*Par 139 voix contre une, avec 35 abstentions, le projet de résolution A/C.1/78/L.20 est adopté.*

[Les délégations de la Gambie et d'Haïti ont ultérieurement informé le Secrétariat qu'elles entendaient voter pour ; la délégation du Niger a informé le Secrétariat qu'elle entendait s'abstenir.]

**Le Président** (*parle en anglais*) : La Commission va maintenant se prononcer sur le projet de résolution A/C.1/78/L.39, intitulé « Mise en œuvre de la Convention sur l'interdiction de l'emploi, du stockage, de la production et du transfert des mines antipersonnel et sur leur destruction ».

Il donne la parole à la Secrétaire de la Commission.

**M<sup>me</sup> Elliott** (Secrétaire de la Commission) (*parle en anglais*) : Le projet de résolution A/C.1/78/L.39 a été déposé le 10 octobre par l'Allemagne, le Cambodge et la Colombie. La liste des auteurs du projet de résolution figure dans le document publié sous la cote A/C.1/78/L.39. La liste des coauteurs supplémentaires est publiée sur le portail e-deleGATE de la Première Commission.

**Le Président** (*parle en anglais*) : Un vote enregistré a été demandé.

*Il est procédé au vote enregistré.*

*Votent pour :*

Afrique du Sud, Albanie, Algérie, Allemagne, Andorre, Angola, Argentine, Arménie, Australie, Autriche, Bahamas, Bahreïn, Bangladesh, Barbade, Bélarus, Belgique, Belize, Bénin, Bhoutan, Bolivie (État plurinational de), Bosnie-Herzégovine, Botswana, Brésil, Brunei Darussalam, Bulgarie, Burkina Faso, Burundi, Cabo Verde, Cambodge, Cameroun, Canada, Chili, Chine, Chypre, Colombie, Comores, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Croatie, Danemark, Djibouti, El Salvador, Émirats arabes unis, Équateur, Érythrée, Espagne, Estonie,

Eswatini, Éthiopie, Finlande, France, Gabon, Géorgie, Ghana, Grèce, Guatemala, Guinée, Guinée équatoriale, Guinée-Bissau, Guyana, Honduras, Hongrie, Îles Marshall, Îles Salomon, Indonésie, Iraq, Irlande, Islande, Italie, Jamaïque, Japon, Jordanie, Kazakhstan, Kenya, Kirghizistan, Koweït, Lesotho, Lettonie, Liban, Libéria, Libye, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Macédoine du Nord, Madagascar, Malaisie, Malawi, Maldives, Mali, Malte, Maroc, Maurice, Mauritanie, Mexique, Micronésie (États fédérés de), Monaco, Mongolie, Monténégro, Mozambique, Myanmar, Namibie, Nauru, Nicaragua, Nigéria, Norvège, Nouvelle-Zélande, Oman, Ouganda, Palaos, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Paraguay, Pays-Bas (Royaume des), Pérou, Philippines, Pologne, Portugal, Qatar, République centrafricaine, République de Moldova, République démocratique populaire lao, République dominicaine, République tchèque, République-Unie de Tanzanie, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Rwanda, Saint-Kitts-et-Nevis, Saint-Marin, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Sainte-Lucie, Samoa, Sénégal, Sierra Leone, Singapour, Slovaquie, Slovaquie, Slovénie, Somalie, Soudan, Soudan du Sud, Sri Lanka, Suède, Suisse, Suriname, Tadjikistan, Tchad, Thaïlande, Timor-Leste, Togo, Tonga, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Türkiye, Turkménistan, Ukraine, Uruguay, Vanuatu, Yémen, Zambie, Zimbabwe

*Votent contre :*

Fédération de Russie

*S'abstiennent :*

Arabie saoudite, Congo, Cuba, Égypte, États-Unis d'Amérique, Inde, Iran (République islamique d'), Israël, Népal, Ouzbékistan, Pakistan, République arabe syrienne, République de Corée, République populaire démocratique de Corée, Serbie, Viet Nam

*Par 161 voix contre une, avec 16 abstentions, le projet de résolution A/C.1/78/L.39 est adopté.*

**Le Président** (*parle en anglais*) : La Commission va maintenant se prononcer sur le projet de résolution A/C.1/78/L.40, intitulé « Le commerce illicite des armes légères et de petit calibre sous tous ses aspects ».

Il donne la parole à la Secrétaire de la Commission.



**M<sup>me</sup> Elliott** (Secrétaire de la Commission) (*parle en anglais*) : Le projet de résolution A/C.1/78/L.40 a été déposé le 10 octobre par le Japon, également au nom de l'Afrique du Sud et de la Colombie. La liste des auteurs du projet de résolution figure dans le document publié sous la cote A/C.1/78/L.40. La liste des coauteurs supplémentaires est publiée sur le portail e-deleGATE de la Première Commission. Le Burundi, le Congo, la Guinée et l'Ouganda se sont également portés coauteurs du projet de résolution.

**Le Président** (*parle en anglais*) : Des votes séparés ont été demandés sur les vingt-deuxième et vingt-quatrième alinéas du préambule du projet de résolution A/C.1/78/L.40. Je vais donc les mettre aux voix, l'un après l'autre.

Je vais d'abord mettre aux voix le vingt-deuxième alinéa du préambule.

*Il est procédé au vote enregistré.*

*Votent pour :*

Afrique du Sud, Albanie, Algérie, Allemagne, Andorre, Angola, Argentine, Australie, Autriche, Bahamas, Bahreïn, Bangladesh, Barbade, Belgique, Belize, Bosnie-Herzégovine, Botswana, Brésil, Brunéi Darussalam, Bulgarie, Burkina Faso, Burundi, Cambodge, Cameroun, Canada, Chili, Chine, Chypre, Colombie, Congo, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Croatie, Danemark, Djibouti, El Salvador, Émirats arabes unis, Équateur, Érythrée, Espagne, Estonie, Eswatini, États-Unis d'Amérique, Éthiopie, Finlande, France, Gabon, Géorgie, Ghana, Grèce, Guatemala, Guinée, Guyana, Honduras, Hongrie, Îles Marshall, Iraq, Irlande, Islande, Israël, Italie, Jamaïque, Japon, Jordanie, Kazakhstan, Kenya, Koweït, Lesotho, Lettonie, Liban, Libéria, Libye, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Macédoine du Nord, Madagascar, Malaisie, Malawi, Maldives, Mali, Malte, Maroc, Maurice, Mauritanie, Mexique, Micronésie (États fédérés de), Monaco, Mongolie, Monténégro, Mozambique, Myanmar, Namibie, Népal, Nigéria, Norvège, Nouvelle-Zélande, Oman, Ouganda, Pakistan, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Paraguay, Pays-Bas (Royaume des), Pérou, Philippines, Pologne, Portugal, Qatar, République centrafricaine, République de Corée, République de Moldova, République dominicaine, République tchèque, République-Unie de Tanzanie, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Rwanda, Saint-Kitts-et-Nevis, Saint-Marin,

Saint-Vincent-et-les Grenadines, Sainte-Lucie, Samoa, Sénégal, Serbie, Sierra Leone, Singapour, Slovaquie, Slovénie, Soudan du Sud, Suède, Suisse, Suriname, Tchad, Thaïlande, Togo, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Türkiye, Ukraine, Uruguay, Zambie, Zimbabwe

*Votent contre :*

Néant

*S'abstiennent :*

Arabie saoudite, Arménie, Bélarus, Bhoutan, Bolivie (État plurinational de), Cuba, Égypte, Fédération de Russie, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Nicaragua, République arabe syrienne, Soudan, Sri Lanka, Tadjikistan, Timor-Leste, Yémen

*Par 143 voix contre zéro, avec 18 abstentions, le vingt-deuxième alinéa du préambule est maintenu.*

**Le Président** (*parle en anglais*) : Je vais maintenant mettre aux voix le vingt-quatrième alinéa du préambule.

*Il est procédé au vote enregistré.*

*Votent pour :*

Afrique du Sud, Albanie, Allemagne, Andorre, Angola, Argentine, Arménie, Australie, Autriche, Bahamas, Bangladesh, Barbade, Belgique, Belize, Bolivie (État plurinational de), Bosnie-Herzégovine, Botswana, Brésil, Brunéi Darussalam, Bulgarie, Burkina Faso, Burundi, Cambodge, Cameroun, Canada, Chili, Chine, Chypre, Colombie, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Croatie, Cuba, Danemark, El Salvador, Équateur, Érythrée, Espagne, Estonie, Eswatini, États-Unis d'Amérique, Éthiopie, Finlande, France, Géorgie, Ghana, Grèce, Guatemala, Guinée, Guyana, Honduras, Hongrie, Îles Marshall, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Irlande, Islande, Israël, Italie, Jamaïque, Japon, Kazakhstan, Kenya, Lesotho, Lettonie, Libéria, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Macédoine du Nord, Madagascar, Malaisie, Malawi, Maldives, Mali, Malte, Maurice, Mexique, Micronésie (États fédérés de), Monaco, Mongolie, Monténégro, Mozambique, Myanmar, Namibie, Népal, Nicaragua, Nigéria, Norvège, Nouvelle-Zélande, Ouganda, Pakistan, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Paraguay, Pays-Bas (Royaume des), Pérou, Philippines, Pologne, Portugal, République centrafricaine, République de Corée, République de Moldova, République démocratique populaire lao, République

dominicaine, République tchèque, République-Unie de Tanzanie, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Rwanda, Saint-Kitts-et-Nevis, Saint-Marin, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Sainte-Lucie, Samoa, Sénégal, Serbie, Sierra Leone, Singapour, Slovaquie, Slovénie, Soudan du Sud, Sri Lanka, Suède, Suisse, Suriname, Tchad, Thaïlande, Timor-Leste, Togo, Trinité-et-Tobago, Türkiye, Ukraine, Uruguay, Viet Nam, Zambie, Zimbabwe

*Votent contre :*

Néant

*S'abstiennent :*

Algérie, Arabie saoudite, Bahreïn, Bélarus, Bhoutan, Comores, Congo, Djibouti, Égypte, Émirats arabes unis, Fédération de Russie, Iraq, Jordanie, Koweït, Liban, Libye, Maroc, Mauritanie, Oman, Qatar, République arabe syrienne, République populaire démocratique de Corée, Somalie, Soudan, Tunisie, Yémen

*Par 138 voix contre zéro, avec 26 abstentions, le vingt-quatrième alinéa du préambule est maintenu.*

**Le Président** (*parle en anglais*) : Les auteurs du projet de résolution A/C.1/78/L.40 ont exprimé le souhait que la Commission l'adopte sans le mettre aux voix. Si je n'entends pas d'objection, je considérerai que la Commission souhaite procéder ainsi.

*Le projet de résolution A/C.1/78/L.40 est adopté.*

**Le Président** (*parle en anglais*) : La Commission va maintenant se prononcer sur le projet de résolution A/C.1/78/L.41, intitulé « Gestion des munitions classiques tout au long de leur cycle de vie ».

Je donne la parole à la Secrétaire de la Commission.

**M<sup>me</sup> Elliott** (Secrétaire de la Commission) (*parle en anglais*) : Le projet de résolution A/C.1/78/L.41 a été déposé le 10 octobre par l'Allemagne et la France. La liste des auteurs du projet de résolution figure dans le document publié sous la cote A/C.1/78/L.41.

Je voudrais donner lecture de l'état des incidences financières suivant, établi conformément à l'article 153 du Règlement intérieur de l'Assemblée générale. Il a également été distribué aux États Membres.

Aux paragraphes 6 à 12 et 18 du projet de résolution, l'Assemblée générale

« Prie[rait] le Secrétaire général de veiller à ce que le Secrétariat s'acquitte des

nouveaux mandats qui lui ont été confiés dans le Cadre mondial et qui sont énoncés aux paragraphes 22 et 26 de la section IV et aux paragraphes 29, 34 et 37 de la section V du Cadre, de renforcer le programme SaferGuard afin qu'il exécute les mandats énoncés au paragraphe 23 de la section IV et au paragraphe 36 de la section V du Cadre, et de présenter les ressources nécessaires correspondantes dans son prochain projet de budget-programme ;

Décide[rait] de convoquer une réunion des États en 2027, qui se tiendra[it] à New York pendant deux semaines (20 séances), afin d'examiner l'application du Cadre mondial, conformément au paragraphe 31 de la section V, avec la participation en qualité d'observateurs des organisations internationales et régionales compétentes et d'autres parties prenantes concernées, notamment des organisations non gouvernementales ainsi que la société civile, le monde universitaire, des instituts de recherche et des acteurs de l'industrie, et décide[rait] par ailleurs que la présidence pourra[it] tenir des consultations informelles préalablement à la Réunion des États ;

Décide[rait] également de convoquer une réunion préparatoire des États en 2025, qui se tiendra[it] à New York pendant cinq jours (10 séances), afin d'étudier les moyens possibles de mettre au point le processus et les modalités d'action permettant l'application effective du Cadre mondial et de préparer la Réunion des États qui aura lieu en 2027, avec la participation en qualité d'observateurs des organisations internationales et régionales compétentes et d'autres parties prenantes concernées, notamment des organisations non gouvernementales ainsi que la société civile, le monde universitaire, des instituts de recherche et des acteurs de l'industrie ;

Prie[rait] le Secrétaire général de fournir l'appui voulu à l'organisation de la réunion préparatoire des États et de la Réunion des États ;

Encourage[rait] les États à fournir à titre volontaire des informations, conformément aux paragraphes 30 et 34 de la section V du Cadre mondial, sur les mesures prises pour appliquer le Cadre mondial, et prie[rait] le Secrétaire général de recevoir et de diffuser ces informations ;

Décide[rait] d'établir un programme permanent de bourses de formation spécialisées concernant la gestion des munitions classiques tout au long de leur cycle de vie afin de renforcer les connaissances et compétences techniques et pratiques des fonctionnaires directement chargés de l'application du Cadre mondial pour la gestion des munitions classiques tout au long de leur cycle de vie, en particulier dans les pays en développement, programme qui sera[it] élaboré et conçu en 2025 et exécuté chaque année à partir de 2026, de façon à dispenser dans quatre régions, respectivement, une formation en présentiel d'une durée de quatre semaines, à laquelle participer[ai]ent 15 boursiers de chacune des quatre régions (Afrique, Amérique latine et Caraïbes, Asie-Pacifique et autres régions) et qui sera[it] précédée d'un cours préparatoire en ligne que chaque personne pourra[it] suivre à son rythme, en assurant la participation pleine, égale, véritable et effective des femmes et une représentation géographique équitable, et prie[rait] le Secrétaire général de présenter, dans son prochain projet de budget-programme, les ressources budgétaires nécessaires à l'application de la présente décision et de lui faire rapport à ce sujet à sa quatre-vingtième session, puis périodiquement à titre de suivi ;

Prie[rait] le Secrétaire général de renforcer le programme SaferGuard, qui remplit la fonction de dépositaire des Directives techniques internationales sur les munitions, et de prévoir les ressources nécessaires dans son prochain projet de budget-programme et, à cet égard, prie[rait] également le Secrétaire général de revoir et d'actualiser régulièrement les Directives techniques internationales sur les munitions, et de les faire traduire dans d'autres langues officielles, et d'élaborer, dans le cadre des Directives techniques internationales sur les munitions au titre du programme SaferGuard, des lignes directrices opérationnelles à caractère facultatif sur les questions de sécurité liées à la gestion des munitions classiques tout au long de leur cycle de vie, et ce, avec l'aide d'experts techniques des États intéressés, tout en assurant la participation pleine, égale, véritable et effective des femmes et une représentation géographique équitable et tout en prenant en compte et en complétant les normes, directives et bonnes pratiques qui existent sur la

question, sans que cela fasse double emploi avec elles ;

Prie[rait] le Secrétaire général de lui rendre compte, à sa quatre-vingtième session, de l'application de la présente résolution, y compris de l'application du Cadre mondial. »

Les demandes figurant aux paragraphes 6, 12 et 18 du projet de résolution constitueraient une charge de travail supplémentaire au titre du chapitre 2 (Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences), du chapitre 4, (Bureau des affaires de désarmement), du chapitre 28 (Communication globale), du chapitre 29C (Bureau de l'informatique et des communications) et du chapitre 29E [Administration (Genève)], et nécessiteraient ce qui suit : au titre du chapitre 2 (Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences), un montant de 228 100 dollars en 2025, un montant de 30 800 dollars en 2026 et un montant de 324 900 dollars en 2027, ainsi qu'un montant de 30 800 dollars en 2028 et les années suivantes ; au titre du chapitre 4, (Bureau des affaires de désarmement), un montant de 2 146 400 dollars en 2025, les besoins estimés pour 2026 et les années suivantes étant compris entre 3,2 et 3,6 millions de dollars ; au titre du chapitre 28 (Communication globale), un montant de 3 000 dollars en 2025 et un montant de 5 900 dollars en 2027 ; au titre du chapitre 29C (Bureau de l'informatique et des communications), un montant de 14 500 dollars en 2025 et un montant de 28 900 dollars en 2027 ; et au titre du chapitre 29E [Administration (Genève)], un montant de 31 000 dollars en 2025 et les années suivantes.

En outre, il faudrait inscrire au chapitre 36 (Contributions du personnel) des besoins en ressources estimés à 140 400 dollars pour 2025, à compenser par l'inscription du même montant supplémentaire au chapitre premier des recettes (Recettes provenant des contributions du personnel) pour les années concernées. Les besoins estimés pour 2026 et les années suivantes se situeraient entre 0,1 million et 0,3 million de dollars. Les prévisions de dépenses détaillées et les hypothèses sur lesquelles elles reposent figurent en annexe du présent état des incidences financières.

Par conséquent, l'adoption du projet de résolution A/C.1/78/L.41 par l'Assemblée générale entraînerait des dépenses supplémentaires mentionnées aux paragraphes 3 et 4, comme cela a été exposé ci-dessus, qui devront être inscrites dans le projet de budget-programme pour 2025, 2026, 2027, 2028 et les années suivantes, pour examen par l'Assemblée générale.

La liste des coauteurs supplémentaires du projet de résolution A/C.1/78/L.41 est publiée sur le portail e-deleGATE de la Première Commission. Le Belize, le Congo et la Guinée se sont également portés coauteurs du projet de résolution.

**Le Président** (*parle en anglais*) : Un vote séparé a été demandé sur le treizième alinéa du préambule du projet de résolution A/C.1/78/L.41.

*Il est procédé au vote enregistré.*

*Votent pour :*

Afrique du Sud, Albanie, Allemagne, Andorre, Angola, Argentine, Australie, Autriche, Bahamas, Bangladesh, Barbade, Belgique, Belize, Bhoutan, Bosnie-Herzégovine, Botswana, Brésil, Brunéi Darussalam, Bulgarie, Burkina Faso, Burundi, Cambodge, Canada, Chili, Chine, Chypre, Colombie, Congo, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Croatie, Danemark, El Salvador, Équateur, Érythrée, Espagne, Estonie, Eswatini, États-Unis d'Amérique, Éthiopie, Finlande, France, Géorgie, Ghana, Grèce, Guatemala, Guinée, Guyana, Honduras, Hongrie, Îles Marshall, Inde, Irlande, Islande, Israël, Italie, Jamaïque, Japon, Kazakhstan, Kenya, Kiribati, Lesotho, Lettonie, Libéria, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Macédoine du Nord, Madagascar, Malaisie, Malawi, Maldives, Mali, Malte, Maurice, Mexique, Micronésie (États fédérés de), Monaco, Mongolie, Monténégro, Mozambique, Myanmar, Namibie, Népal, Nigéria, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pakistan, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Paraguay, Pays-Bas (Royaume des), Pérou, Philippines, Pologne, Portugal, République centrafricaine, République de Corée, République de Moldova, République dominicaine, République tchèque, République-Unie de Tanzanie, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Saint-Kitts-et-Nevis, Saint-Marin, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Sainte-Lucie, Sénégal, Sierra Leone, Singapour, Slovaquie, Slovénie, Soudan du Sud, Sri Lanka, Suède, Suisse, Suriname, Tchad, Thaïlande, Timor-Leste, Togo, Trinité-et-Tobago, Türkiye, Ukraine, Uruguay, Zambie, Zimbabwe

*Votent contre :*

Néant

*S'abstiennent :*

Algérie, Arabie saoudite, Bahreïn, Bélarus, Bolivie (État plurinational de), Comores, Cuba, Djibouti,

Égypte, Émirats arabes unis, Fédération de Russie, Indonésie, Iran (République islamique d'), Iraq, Jordanie, Koweït, Liban, Libye, Maroc, Mauritanie, Nicaragua, Niger, Oman, Qatar, République arabe syrienne, Somalie, Soudan, Tunisie, Yémen

*Par 128 voix contre zéro, avec 29 abstentions, le treizième alinéa du préambule est maintenu.*

[La délégation de la Jamaïque a ultérieurement informé le Secrétariat qu'elle entendait s'abstenir.]

**Le Président** (*parle en anglais*) : La Commission va maintenant se prononcer sur le projet de résolution A/C.1/78/L.41, pris dans son ensemble. Un vote enregistré a été demandé.

*Il est procédé au vote enregistré.*

*Votent pour :*

Afrique du Sud, Albanie, Algérie, Allemagne, Andorre, Angola, Argentine, Arménie, Australie, Autriche, Bahamas, Bahreïn, Bangladesh, Barbade, Belgique, Belize, Bhoutan, Bolivie (État plurinational de), Bosnie-Herzégovine, Botswana, Brésil, Brunéi Darussalam, Bulgarie, Burkina Faso, Burundi, Cabo Verde, Cambodge, Cameroun, Canada, Chili, Chine, Chypre, Colombie, Comores, Congo, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Croatie, Cuba, Danemark, Djibouti, Égypte, El Salvador, Émirats arabes unis, Équateur, Érythrée, Espagne, Estonie, Eswatini, États-Unis d'Amérique, Éthiopie, Finlande, France, Gabon, Géorgie, Ghana, Grèce, Guatemala, Guinée, Guinée-Bissau, Guyana, Honduras, Hongrie, Îles Marshall, Îles Salomon, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Iraq, Irlande, Islande, Israël, Italie, Jamaïque, Japon, Jordanie, Kazakhstan, Kenya, Kirghizistan, Kiribati, Koweït, Lesotho, Lettonie, Liban, Libéria, Libye, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Macédoine du Nord, Madagascar, Malaisie, Malawi, Maldives, Mali, Malte, Maroc, Maurice, Mauritanie, Mexique, Micronésie (États fédérés de), Monaco, Mongolie, Monténégro, Mozambique, Myanmar, Namibie, Népal, Nicaragua, Niger, Nigéria, Norvège, Nouvelle-Zélande, Oman, Ouganda, Ouzbékistan, Pakistan, Palaos, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Paraguay, Pays-Bas (Royaume des), Pérou, Philippines, Pologne, Portugal, Qatar, République centrafricaine, République de Corée, République de Moldova, République démocratique populaire lao, République dominicaine, République tchèque,



République-Unie de Tanzanie, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Rwanda, Saint-Kitts-et-Nevis, Saint-Marin, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Sainte-Lucie, Samoa, Sénégal, Serbie, Sierra Leone, Singapour, Slovaquie, Slovénie, Somalie, Soudan, Soudan du Sud, Sri Lanka, Suède, Suisse, Suriname, Tchad, Thaïlande, Timor-Leste, Togo, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Türkiye, Ukraine, Uruguay, Vanuatu, Viet Nam, Yémen, Zambie, Zimbabwe

*Votent contre :*

Néant

*S'abstiennent :*

Arabie saoudite, Bélarus, Fédération de Russie, République arabe syrienne, République populaire démocratique de Corée

*Par 169 voix contre zéro, avec 5 abstentions, le projet de résolution A/C.1/78/L.41, pris dans son ensemble, est adopté.*

[Les délégations de la Gambie et d'Haïti ont ultérieurement informé le Secrétariat qu'elles entendaient voter pour ; la délégation du Niger a informé le Secrétariat qu'elle entendait s'abstenir.]

**Le Président** (*parle en anglais*) : La Commission va maintenant se prononcer sur le projet de résolution A/C.1/78/L.42, intitulé « Traité sur le commerce des armes ».

Je donne la parole à la Secrétaire de la Commission.

**M<sup>me</sup> Elliott** (Secrétaire de la Commission) (*parle en anglais*) : Le projet de résolution A/C.1/78/L.42 a été déposé le 11 octobre par la Roumanie. La liste des auteurs du projet de résolution figure dans le document publié sous la cote A/C.1/78/L.42.

La liste des coauteurs supplémentaires est publiée sur le portail e-deleGATE de la Première Commission. Saint-Vincent-et-les Grenadines et l'Espagne se sont également portés coauteurs.

**Le Président** (*parle en anglais*) : Un vote séparé a été demandé sur le onzième alinéa du préambule du projet de résolution A/C.1/78/L.42.

*Il est procédé au vote enregistré.*

*Votent pour :*

Afrique du Sud, Albanie, Algérie, Allemagne, Andorre, Angola, Argentine, Australie, Autriche, Bahamas, Bahreïn, Bangladesh, Barbade, Belgique, Belize, Bhoutan, Bolivie (État plurinational de),

Bosnie-Herzégovine, Botswana, Brésil, Brunéi Darussalam, Bulgarie, Burkina Faso, Burundi, Cabo Verde, Cambodge, Cameroun, Canada, Chili, Chine, Chypre, Colombie, Comores, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Croatie, Cuba, Danemark, Djibouti, El Salvador, Émirats arabes unis, Équateur, Érythrée, Espagne, Estonie, Eswatini, États-Unis d'Amérique, Éthiopie, Finlande, France, Géorgie, Ghana, Grèce, Guatemala, Guinée, Guyana, Honduras, Hongrie, Îles Marshall, Inde, Indonésie, Iraq, Irlande, Islande, Italie, Jamaïque, Japon, Jordanie, Kazakhstan, Kiribati, Lesotho, Lettonie, Liban, Libéria, Libye, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Macédoine du Nord, Madagascar, Malaisie, Malawi, Maldives, Mali, Malte, Maroc, Maurice, Mauritanie, Mexique, Micronésie (États fédérés de), Monaco, Mongolie, Monténégro, Mozambique, Myanmar, Namibie, Népal, Nicaragua, Niger, Nigéria, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pakistan, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Paraguay, Pays-Bas (Royaume des), Pérou, Philippines, Pologne, Portugal, République centrafricaine, République de Corée, République de Moldova, République démocratique du Congo, République démocratique populaire lao, République dominicaine, République tchèque, République-Unie de Tanzanie, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Saint-Kitts-et-Nevis, Saint-Marin, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Sainte-Lucie, Samoa, Sénégal, Serbie, Sierra Leone, Singapour, Slovaquie, Slovénie, Somalie, Soudan du Sud, Suède, Suisse, Suriname, Tchad, Thaïlande, Timor-Leste, Togo, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Türkiye, Ukraine, Uruguay, Zambie, Zimbabwe

*Votent contre :*

Néant

*S'abstiennent :*

Arabie saoudite, Bélarus, Congo, Égypte, Fédération de Russie, Iran (République islamique d'), Israël, Kenya, Koweït, Oman, Qatar, République arabe syrienne, Soudan, Sri Lanka, Tadjikistan, Yémen

*Par 148 voix contre zéro, avec 16 abstentions, le onzième alinéa du préambule est maintenu.*

[La délégation d'Haïti a ultérieurement informé le Secrétariat qu'elle entendait voter pour.]

**Le Président** (*parle en anglais*) : La Commission va maintenant se prononcer sur le projet de résolution A/C.1/78/L.42, pris dans son ensemble. Un vote enregistré a été demandé.

*Il est procédé au vote enregistré.*

*Votent pour :*

Afrique du Sud, Albanie, Algérie, Allemagne, Andorre, Angola, Argentine, Australie, Autriche, Bahamas, Bahreïn, Bangladesh, Barbade, Belgique, Belize, Bénin, Bhoutan, Bosnie-Herzégovine, Botswana, Brésil, Brunei Darussalam, Bulgarie, Burkina Faso, Burundi, Cabo Verde, Cambodge, Cameroun, Canada, Chili, Chine, Chypre, Colombie, Comores, Congo, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Croatie, Danemark, Djibouti, El Salvador, Émirats arabes unis, Équateur, Érythrée, Espagne, Estonie, Eswatini, États-Unis d'Amérique, Éthiopie, Finlande, France, Gabon, Géorgie, Ghana, Grèce, Guatemala, Guinée, Guinée équatoriale, Guinée-Bissau, Guyana, Honduras, Hongrie, Îles Marshall, Îles Salomon, Iraq, Irlande, Islande, Israël, Italie, Jamaïque, Japon, Jordanie, Kazakhstan, Kiribati, Lesotho, Lettonie, Liban, Libéria, Libye, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Macédoine du Nord, Madagascar, Malaisie, Malawi, Maldives, Mali, Malte, Maroc, Maurice, Mauritanie, Mexique, Micronésie (États fédérés de), Monaco, Mongolie, Monténégro, Mozambique, Myanmar, Namibie, Nauru, Népal, Niger, Nigéria, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pakistan, Palaos, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Paraguay, Pays-Bas (Royaume des), Pérou, Philippines, Pologne, Portugal, République centrafricaine, République de Corée, République de Moldova, République démocratique du Congo, République dominicaine, République tchèque, République-Unie de Tanzanie, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Rwanda, Saint-Kitts-et-Nevis, Saint-Marin, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Sainte-Lucie, Samoa, Sénégal, Serbie, Sierra Leone, Singapour, Slovaquie, Slovénie, Somalie, Soudan du Sud, Suède, Suisse, Suriname, Tchad, Thaïlande, Timor-Leste, Togo, Tonga, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Türkiye, Turkménistan, Ukraine, Uruguay, Vanuatu, Zambie, Zimbabwe

*Votent contre :*

Néant

*S'abstiennent :*

Arabie saoudite, Arménie, Bélarus, Bolivie (État plurinational de), Cuba, Égypte, Fédération de Russie, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Kenya, Koweït, Nicaragua, Oman, Ouganda, Qatar, République arabe syrienne, République démocratique populaire lao, République populaire démocratique de Corée, Soudan, Sri Lanka, Tadjikistan, Yémen

*Par 155 voix contre zéro, avec 23 abstentions, le projet de résolution A/C.1/78/L.42, pris dans son ensemble, est adopté.*

[Les délégations de la Gambie et d'Haïti ont ultérieurement informé le Secrétariat qu'elles entendaient voter pour.]

**Le Président** (*parle en anglais*) : La Commission va maintenant se prononcer sur le projet de résolution A/C.1/78/L.44, intitulé « Convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination ».

Je donne la parole à la Secrétaire de la Commission.

**M<sup>me</sup> Elliott** (Secrétaire de la Commission) (*parle en anglais*) : Le projet de résolution A/C.1/78/L.44 a été déposé le 13 octobre par la Pologne. La liste des auteurs du projet de résolution figure dans le document publié sous la cote A/C.1/78/L.44.

**Le Président** (*parle en anglais*) : Les auteurs du projet de résolution ont exprimé le souhait que la Commission l'adopte sans le mettre aux voix. Si je n'entends pas d'objection, je considérerai que la Commission souhaite procéder ainsi.

*Le projet de résolution A/C.1/78/L.44 est adopté.*

**Le Président** (*parle en anglais*) : La Commission va maintenant se prononcer sur le projet de résolution A/C.1/78/L.56, intitulé « Systèmes d'armes létaux autonomes ».

Je donne la parole à la Secrétaire de la Commission.

**M<sup>me</sup> Elliott** (Secrétaire de la Commission) (*parle en anglais*) : Le projet de résolution A/C.1/78/L.56 a été déposé le 11 octobre par l'Autriche. La liste des auteurs du projet de résolution figure dans le document publié sous la cote A/C.1/78/L.56. L'état des incidences de ce projet de résolution sur le budget-programme a été publié sous la cote A/C.1/78/L.66 et est disponible sur le

portail e-deleGATE de la Première Commission. La liste des coauteurs supplémentaires est publiée sur le portail e-deleGATE de la Première Commission.

**Le Président** (*parle en anglais*) : Des votes enregistrés séparés ont été demandés sur les premier, troisième, quatrième, sixième, septième, huitième et neuvième alinéas du préambule ainsi que sur les paragraphes 1, 2, 3 et 4 du projet de résolution A/C.1/78/L.56. Nous allons commencer la procédure de vote. Je vais mettre aux voix ces alinéas et ces paragraphes, l'un après l'autre. Je vais à présent mettre aux voix le premier alinéa du préambule.

*Il est procédé au vote enregistré.*

*Votent pour :*

Afrique du Sud, Albanie, Algérie, Allemagne, Andorre, Angola, Argentine, Australie, Autriche, Bahamas, Bahreïn, Bangladesh, Barbade, Belgique, Belize, Bhoutan, Bolivie (État plurinational de), Bosnie-Herzégovine, Botswana, Brésil, Brunéi Darussalam, Bulgarie, Burkina Faso, Cambodge, Cameroun, Canada, Chili, Chypre, Colombie, Comores, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Croatie, Cuba, Danemark, Djibouti, Égypte, El Salvador, Émirats arabes unis, Équateur, Érythrée, Espagne, Estonie, Eswatini, États-Unis d'Amérique, Éthiopie, Finlande, France, Gabon, Géorgie, Ghana, Grèce, Guatemala, Guinée, Guyana, Honduras, Hongrie, Îles Marshall, Indonésie, Iraq, Irlande, Islande, Italie, Jamaïque, Japon, Jordanie, Kazakhstan, Kenya, Kiribati, Koweït, Lesotho, Lettonie, Liban, Libéria, Libye, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Macédoine du Nord, Madagascar, Malaisie, Malawi, Maldives, Malte, Maroc, Mauritanie, Mexique, Monaco, Mongolie, Monténégro, Mozambique, Myanmar, Namibie, Népal, Nicaragua, Nigéria, Norvège, Nouvelle-Zélande, Oman, Ouzbékistan, Pakistan, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Paraguay, Pays-Bas (Royaume des), Pérou, Philippines, Pologne, Portugal, Qatar, République centrafricaine, République de Corée, République de Moldova, République démocratique du Congo, République démocratique populaire lao, République dominicaine, République tchèque, République-Unie de Tanzanie, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Rwanda, Saint-Kitts-et-Nevis, Saint-Marin, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Sainte-Lucie, Samoa, Sénégal, Serbie, Sierra Leone, Singapour, Slovaquie,

Slovénie, Soudan, Soudan du Sud, Sri Lanka, Suède, Suisse, Suriname, Tchad, Thaïlande, Timor-Leste, Togo, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Ukraine, Uruguay, Yémen, Zambie

*Votent contre :*

Inde

*S'abstiennent :*

Arabie saoudite, Bélarus, Chine, Congo, Fédération de Russie, Iran (République islamique d'), Israël, Mali, Niger, République arabe syrienne, République populaire démocratique de Corée, Türkiye

*Par 148 voix contre une, avec 12 abstentions, le premier alinéa du préambule est maintenu.*

**Le Président** (*parle en anglais*) : Je vais à présent mettre aux voix le troisième alinéa du préambule.

*Il est procédé au vote enregistré.*

*Votent pour :*

Afrique du Sud, Albanie, Algérie, Allemagne, Andorre, Angola, Argentine, Australie, Autriche, Bahamas, Bahreïn, Bangladesh, Barbade, Belgique, Belize, Bhoutan, Bolivie (État plurinational de), Bosnie-Herzégovine, Botswana, Brésil, Brunéi Darussalam, Bulgarie, Burkina Faso, Burundi, Cambodge, Cameroun, Canada, Chili, Chine, Chypre, Colombie, Comores, Congo, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Croatie, Cuba, Danemark, Djibouti, Égypte, El Salvador, Équateur, Érythrée, Espagne, Estonie, Eswatini, États-Unis d'Amérique, Éthiopie, Finlande, France, Géorgie, Ghana, Grèce, Guatemala, Guinée, Guyana, Honduras, Hongrie, Îles Marshall, Inde, Indonésie, Iraq, Irlande, Islande, Italie, Jamaïque, Japon, Jordanie, Kazakhstan, Kenya, Kiribati, Koweït, Lesotho, Lettonie, Liban, Libéria, Libye, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Macédoine du Nord, Madagascar, Malaisie, Malawi, Maldives, Malte, Maroc, Maurice, Mauritanie, Mexique, Monaco, Mongolie, Monténégro, Mozambique, Myanmar, Namibie, Népal, Nicaragua, Nigéria, Norvège, Nouvelle-Zélande, Oman, Ouganda, Ouzbékistan, Pakistan, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Paraguay, Pays-Bas (Royaume des), Pérou, Philippines, Portugal, Qatar, République centrafricaine, République de Corée, République de Moldova, République démocratique du Congo, République démocratique populaire lao, République dominicaine, République tchèque,

République-Unie de Tanzanie, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Saint-Kitts-et-Nevis, Saint-Marin, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Sainte-Lucie, Samoa, Sénégal, Serbie, Sierra Leone, Singapour, Slovaquie, Slovénie, Soudan, Soudan du Sud, Sri Lanka, Suède, Suisse, Suriname, Tchad, Thaïlande, Timor-Leste, Togo, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Ukraine, Uruguay, Viet Nam, Yémen, Zambie

*Votent contre :*

Néant

*S'abstiennent :*

Arabie saoudite, Bélarus, Émirats arabes unis, Fédération de Russie, Iran (République islamique d'), Israël, Mali, Niger, Pologne, République arabe syrienne, Türkiye

*Par 151 voix contre zéro, avec 11 abstentions, le troisième alinéa du préambule est maintenu.*

**Le Président** (*parle en anglais*) : Je vais à présent mettre aux voix le quatrième alinéa du préambule.

*Il est procédé au vote enregistré.*

*Votent pour :*

Afrique du Sud, Albanie, Algérie, Allemagne, Andorre, Angola, Argentine, Australie, Autriche, Bahamas, Bahreïn, Bangladesh, Barbade, Belgique, Belize, Bhoutan, Bolivie (État plurinational de), Bosnie-Herzégovine, Botswana, Brésil, Brunéi Darussalam, Bulgarie, Burkina Faso, Cambodge, Cameroun, Canada, Chili, Chypre, Colombie, Comores, Congo, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Croatie, Cuba, Danemark, Djibouti, Égypte, El Salvador, Équateur, Érythrée, Espagne, Estonie, Eswatini, États-Unis d'Amérique, Éthiopie, Finlande, France, Géorgie, Ghana, Grèce, Guatemala, Guinée, Guyana, Haïti, Honduras, Hongrie, Îles Marshall, Indonésie, Iraq, Irlande, Islande, Italie, Jamaïque, Japon, Jordanie, Kazakhstan, Kenya, Kiribati, Koweït, Lesotho, Lettonie, Liban, Libéria, Libye, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Macédoine du Nord, Madagascar, Malaisie, Malawi, Maldives, Malte, Maroc, Maurice, Mauritanie, Mexique, Monaco, Mongolie, Monténégro, Mozambique, Myanmar, Namibie, Népal, Nicaragua, Nigéria, Norvège, Nouvelle-Zélande, Oman, Ouganda, Ouzbékistan, Pakistan, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Paraguay, Pays-Bas (Royaume des), Pérou, Philippines, Portugal, Qatar, République centrafricaine, République de Corée,

République de Moldova, République démocratique du Congo, République démocratique populaire lao, République dominicaine, République tchèque, République-Unie de Tanzanie, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Saint-Kitts-et-Nevis, Saint-Marin, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Sainte-Lucie, Samoa, Sénégal, Serbie, Sierra Leone, Singapour, Slovaquie, Slovénie, Soudan, Soudan du Sud, Sri Lanka, Suède, Suisse, Suriname, Tchad, Thaïlande, Timor-Leste, Togo, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Ukraine, Uruguay, Viet Nam, Yémen, Zambie

*Votent contre :*

Inde

*S'abstiennent :*

Arabie saoudite, Bélarus, Chine, Émirats arabes unis, Fédération de Russie, Iran (République islamique d'), Israël, Mali, Niger, Pologne, République arabe syrienne, République populaire démocratique de Corée, Türkiye

*Par 149 voix contre une, avec 13 abstentions, le quatrième alinéa du préambule est maintenu.*

**Le Président** (*parle en anglais*) : Je vais à présent mettre aux voix le sixième alinéa du préambule.

*Il est procédé au vote enregistré.*

*Votent pour :*

Afrique du Sud, Albanie, Algérie, Allemagne, Andorre, Angola, Argentine, Australie, Autriche, Bahamas, Bahreïn, Bangladesh, Barbade, Belgique, Belize, Bhoutan, Bolivie (État plurinational de), Bosnie-Herzégovine, Botswana, Brésil, Brunéi Darussalam, Bulgarie, Cambodge, Cameroun, Canada, Chili, Chypre, Colombie, Comores, Congo, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Croatie, Cuba, Danemark, Djibouti, Égypte, El Salvador, Émirats arabes unis, Équateur, Érythrée, Espagne, Estonie, Eswatini, États-Unis d'Amérique, Éthiopie, Finlande, France, Géorgie, Ghana, Grèce, Guatemala, Guinée, Guyana, Haïti, Honduras, Hongrie, Îles Marshall, Indonésie, Iraq, Irlande, Islande, Italie, Jamaïque, Japon, Jordanie, Kazakhstan, Kenya, Kiribati, Koweït, Lesotho, Lettonie, Liban, Libéria, Libye, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Macédoine du Nord, Madagascar, Malaisie, Malawi, Maldives, Malte, Maroc, Maurice, Mauritanie, Mexique, Monaco, Mongolie, Monténégro, Mozambique, Myanmar, Namibie, Népal, Nigéria, Norvège,



Nouvelle-Zélande, Oman, Ouganda, Ouzbékistan, Pakistan, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Paraguay, Pays-Bas (Royaume des), Pérou, Philippines, Pologne, Portugal, Qatar, République centrafricaine, République de Corée, République de Moldova, République démocratique du Congo, République démocratique populaire lao, République dominicaine, République tchèque, République-Unie de Tanzanie, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Rwanda, Saint-Kitts-et-Nevis, Saint-Marin, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Sainte-Lucie, Samoa, Sénégal, Serbie, Sierra Leone, Singapour, Slovaquie, Slovénie, Soudan, Soudan du Sud, Sri Lanka, Suède, Suisse, Suriname, Tchad, Thaïlande, Timor-Leste, Togo, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Ukraine, Uruguay, Yémen

*Votent contre :*

Bélarus, Fédération de Russie, Inde, Mali, République populaire démocratique de Corée

*S'abstiennent :*

Arabie saoudite, Chine, Iran (République islamique d'), Israël, Nicaragua, Niger, République arabe syrienne, Türkiye

*Par 148 voix contre 5, avec 8 abstentions, le sixième alinéa du préambule est maintenu.*

**Le Président** (*parle en anglais*) : Je vais à présent mettre aux voix le septième alinéa du préambule.

*Il est procédé au vote enregistré.*

*Votent pour :*

Afrique du Sud, Albanie, Algérie, Allemagne, Andorre, Angola, Argentine, Australie, Autriche, Bahamas, Bahreïn, Bangladesh, Barbade, Belgique, Belize, Bhoutan, Bolivie (État plurinational de), Bosnie-Herzégovine, Botswana, Brésil, Brunéi Darussalam, Bulgarie, Cambodge, Cameroun, Canada, Chili, Chypre, Colombie, Comores, Congo, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Croatie, Danemark, Djibouti, Égypte, El Salvador, Équateur, Érythrée, Espagne, Estonie, Eswatini, États-Unis d'Amérique, Éthiopie, Finlande, France, Géorgie, Ghana, Grèce, Guatemala, Guinée, Guyana, Haïti, Honduras, Hongrie, Îles Marshall, Indonésie, Iraq, Irlande, Islande, Italie, Jamaïque, Japon, Jordanie, Kazakhstan, Kenya, Kiribati, Koweït, Lesotho, Lettonie, Liban, Libéria, Libye, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Macédoine du Nord, Madagascar, Malaisie, Malawi, Maldives,

Malte, Maroc, Maurice, Mauritanie, Mexique, Monaco, Mongolie, Monténégro, Mozambique, Myanmar, Namibie, Népal, Nigéria, Norvège, Nouvelle-Zélande, Oman, Ouganda, Ouzbékistan, Pakistan, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Paraguay, Pays-Bas (Royaume des), Pérou, Philippines, Pologne, Portugal, Qatar, République centrafricaine, République de Corée, République de Moldova, République démocratique du Congo, République démocratique populaire lao, République dominicaine, République tchèque, République-Unie de Tanzanie, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Rwanda, Saint-Kitts-et-Nevis, Saint-Marin, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Sainte-Lucie, Samoa, Sénégal, Serbie, Sierra Leone, Singapour, Slovaquie, Slovénie, Soudan, Soudan du Sud, Sri Lanka, Suède, Suisse, Suriname, Tchad, Thaïlande, Timor-Leste, Togo, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Ukraine, Uruguay, Viet Nam, Yémen

*Votent contre :*

Bélarus, Fédération de Russie, Mali, République populaire démocratique de Corée

*S'abstiennent :*

Arabie saoudite, Chine, Cuba, Émirats arabes unis, Inde, Iran (République islamique d'), Israël, Nicaragua, Niger, République arabe syrienne, Türkiye

*Par 147 voix contre 4, avec 11 abstentions, le septième alinéa du préambule est maintenu.*

**Le Président** (*parle en anglais*) : Je vais à présent mettre aux voix le huitième alinéa du préambule.

*Il est procédé au vote enregistré.*

*Votent pour :*

Afrique du Sud, Albanie, Algérie, Allemagne, Andorre, Angola, Argentine, Australie, Autriche, Bahamas, Bahreïn, Bangladesh, Barbade, Belgique, Belize, Bhoutan, Bolivie (État plurinational de), Bosnie-Herzégovine, Botswana, Brésil, Brunéi Darussalam, Bulgarie, Burkina Faso, Burundi, Cambodge, Cameroun, Canada, Chili, Chypre, Colombie, Comores, Congo, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Croatie, Cuba, Danemark, Djibouti, Égypte, El Salvador, Émirats arabes unis, Équateur, Érythrée, Espagne, Estonie, Eswatini, États-Unis d'Amérique, Éthiopie, Finlande, France, Gabon, Géorgie, Ghana, Grèce, Guatemala, Guinée, Guyana, Haïti, Honduras, Hongrie, Îles Marshall,

Indonésie, Iraq, Irlande, Islande, Italie, Jamaïque, Japon, Jordanie, Kazakhstan, Kenya, Kiribati, Koweït, Lesotho, Lettonie, Liban, Libéria, Libye, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Macédoine du Nord, Madagascar, Malaisie, Malawi, Maldives, Malte, Maroc, Maurice, Mauritanie, Mexique, Monaco, Mongolie, Monténégro, Mozambique, Myanmar, Namibie, Népal, Nicaragua, Nigéria, Norvège, Nouvelle-Zélande, Oman, Ouganda, Ouzbékistan, Pakistan, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Paraguay, Pays-Bas (Royaume des), Pérou, Philippines, Pologne, Portugal, Qatar, République centrafricaine, République de Corée, République de Moldova, République démocratique du Congo, République démocratique populaire lao, République dominicaine, République tchèque, République-Unie de Tanzanie, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Rwanda, Saint-Kitts-et-Nevis, Saint-Marin, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Sainte-Lucie, Samoa, Sénégal, Serbie, Sierra Leone, Singapour, Slovaquie, Slovénie, Soudan, Soudan du Sud, Sri Lanka, Suède, Suisse, Suriname, Tchad, Thaïlande, Timor-Leste, Togo, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Ukraine, Uruguay, Yémen

*Votent contre :*

Néant

*S'abstiennent :*

Arabie saoudite, Bélarus, Chine, Fédération de Russie, Inde, Iran (République islamique d'), Israël, Mali, Niger, République arabe syrienne, République populaire démocratique de Corée, Türkiye

*Par 152 voix contre zéro, avec 12 abstentions, le huitième alinéa du préambule est maintenu.*

**Le Président** (*parle en anglais*) : Je vais à présent mettre aux voix le neuvième alinéa du préambule.

*Il est procédé au vote enregistré.*

*Votent pour :*

Afrique du Sud, Albanie, Algérie, Allemagne, Andorre, Angola, Argentine, Australie, Autriche, Bahamas, Bahreïn, Bangladesh, Barbade, Belgique, Belize, Bhoutan, Bolivie (État plurinational de), Bosnie-Herzégovine, Botswana, Brésil, Brunéi Darussalam, Bulgarie, Burkina Faso, Burundi, Cambodge, Cameroun, Canada, Chili, Chypre, Colombie, Comores, Congo, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Croatie, Cuba, Danemark, Djibouti,

Égypte, El Salvador, Émirats arabes unis, Équateur, Érythrée, Espagne, Estonie, Eswatini, États-Unis d'Amérique, Éthiopie, Finlande, France, Gabon, Géorgie, Ghana, Grèce, Guatemala, Guinée, Guyana, Haïti, Honduras, Hongrie, Îles Marshall, Indonésie, Iraq, Irlande, Islande, Italie, Jamaïque, Japon, Jordanie, Kazakhstan, Kenya, Kiribati, Koweït, Lesotho, Lettonie, Liban, Libéria, Libye, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Macédoine du Nord, Madagascar, Malaisie, Malawi, Maldives, Malte, Maroc, Maurice, Mauritanie, Mexique, Monaco, Mongolie, Monténégro, Mozambique, Myanmar, Namibie, Népal, Nicaragua, Nigéria, Norvège, Nouvelle-Zélande, Oman, Ouganda, Ouzbékistan, Pakistan, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Paraguay, Pays-Bas (Royaume des), Pérou, Philippines, Portugal, Qatar, République centrafricaine, République de Corée, République de Moldova, République démocratique du Congo, République démocratique populaire lao, République dominicaine, République tchèque, République-Unie de Tanzanie, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Rwanda, Saint-Kitts-et-Nevis, Saint-Marin, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Sainte-Lucie, Samoa, Sénégal, Serbie, Sierra Leone, Singapour, Slovaquie, Slovénie, Soudan, Soudan du Sud, Sri Lanka, Suède, Suisse, Suriname, Tchad, Thaïlande, Timor-Leste, Togo, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Ukraine, Uruguay, Viet Nam, Yémen

*Votent contre :*

Néant

*S'abstiennent :*

Arabie saoudite, Bélarus, Chine, Fédération de Russie, Inde, Iran (République islamique d'), Israël, Mali, Niger, Pologne, République arabe syrienne, République populaire démocratique de Corée, Türkiye

*Par 152 voix contre zéro, avec 13 abstentions, le neuvième alinéa du préambule est maintenu.*

**Le Président** (*parle en anglais*) : Je vais à présent mettre aux voix le paragraphe 1.

*Il est procédé au vote enregistré.*

*Votent pour :*

Afrique du Sud, Albanie, Algérie, Allemagne, Andorre, Angola, Argentine, Australie, Autriche, Bahamas, Bahreïn, Bangladesh, Barbade, Belgique, Belize, Bhoutan, Bolivie (État plurinational de),

Bosnie-Herzégovine, Botswana, Brésil, Brunéi Darussalam, Bulgarie, Burkina Faso, Burundi, Cambodge, Cameroun, Canada, Chili, Chypre, Colombie, Comores, Congo, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Croatie, Cuba, Danemark, Djibouti, Égypte, El Salvador, Émirats arabes unis, Équateur, Érythrée, Espagne, Estonie, Eswatini, États-Unis d'Amérique, Éthiopie, Finlande, France, Gabon, Géorgie, Ghana, Grèce, Guatemala, Guinée, Guyana, Haïti, Honduras, Hongrie, Îles Marshall, Indonésie, Iraq, Irlande, Islande, Italie, Jamaïque, Japon, Jordanie, Kazakhstan, Kenya, Kiribati, Koweït, Lesotho, Lettonie, Liban, Libéria, Libye, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Macédoine du Nord, Madagascar, Malaisie, Malawi, Maldives, Malte, Maroc, Maurice, Mauritanie, Mexique, Monaco, Mongolie, Monténégro, Mozambique, Myanmar, Namibie, Népal, Nicaragua, Nigéria, Norvège, Nouvelle-Zélande, Oman, Ouganda, Ouzbékistan, Pakistan, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Paraguay, Pays-Bas (Royaume des), Pérou, Philippines, Pologne, Portugal, Qatar, République centrafricaine, République de Corée, République de Moldova, République démocratique du Congo, République démocratique populaire lao, République dominicaine, République tchèque, République-Unie de Tanzanie, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Rwanda, Saint-Kitts-et-Nevis, Saint-Marin, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Sainte-Lucie, Samoa, Sénégal, Serbie, Sierra Leone, Singapour, Slovaquie, Slovénie, Soudan, Soudan du Sud, Sri Lanka, Suède, Suisse, Suriname, Tchad, Thaïlande, Timor-Leste, Togo, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Ukraine, Uruguay, Viet Nam, Yémen, Zambie

*Votent contre :*

Néant

*S'abstiennent :*

Arabie saoudite, Bélarus, Chine, Fédération de Russie, Inde, Iran (République islamique d'), Israël, Mali, Niger, République arabe syrienne, République populaire démocratique de Corée, Türkiye

*Par 154 voix contre zéro, avec 12 abstentions, le paragraphe 1 est maintenu.*

**Le Président** (*parle en anglais*) : Je vais à présent mettre aux voix le paragraphe 2.

*Il est procédé au vote enregistré.*

*Votent pour :*

Albanie, Algérie, Allemagne, Andorre, Angola, Argentine, Australie, Autriche, Bahamas, Bahreïn, Bangladesh, Barbade, Belgique, Belize, Bhoutan, Bolivie (État plurinational de), Bosnie-Herzégovine, Botswana, Brésil, Brunéi Darussalam, Bulgarie, Burkina Faso, Burundi, Cambodge, Cameroun, Canada, Chili, Chypre, Colombie, Comores, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Croatie, Cuba, Danemark, Djibouti, Égypte, El Salvador, Émirats arabes unis, Équateur, Érythrée, Espagne, Estonie, Eswatini, États-Unis d'Amérique, Éthiopie, Finlande, France, Gabon, Géorgie, Ghana, Grèce, Guatemala, Guinée, Guyana, Haïti, Honduras, Hongrie, Îles Marshall, Indonésie, Iraq, Irlande, Islande, Italie, Jamaïque, Japon, Jordanie, Kazakhstan, Kenya, Kiribati, Koweït, Lettonie, Liban, Libéria, Libye, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Macédoine du Nord, Madagascar, Malaisie, Malawi, Maldives, Malte, Maroc, Maurice, Mauritanie, Mexique, Monaco, Mongolie, Monténégro, Mozambique, Myanmar, Népal, Nicaragua, Nigéria, Norvège, Nouvelle-Zélande, Oman, Ouganda, Ouzbékistan, Pakistan, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Paraguay, Pays-Bas (Royaume des), Pérou, Philippines, Pologne, Portugal, Qatar, République centrafricaine, République de Corée, République de Moldova, République démocratique du Congo, République démocratique populaire lao, République dominicaine, République tchèque, République-Unie de Tanzanie, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Rwanda, Saint-Kitts-et-Nevis, Saint-Marin, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Sainte-Lucie, Samoa, Sénégal, Serbie, Sierra Leone, Singapour, Slovaquie, Slovénie, Soudan, Soudan du Sud, Sri Lanka, Suède, Suisse, Suriname, Tchad, Thaïlande, Timor-Leste, Togo, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Ukraine, Uruguay, Viet Nam, Yémen, Zambie

*Votent contre :*

Néant

*S'abstiennent :*

Afrique du Sud, Arabie saoudite, Bélarus, Chine, Congo, Fédération de Russie, Inde, Iran (République islamique d'), Israël, Lesotho, Mali, Namibie, Niger, République arabe syrienne, République populaire démocratique de Corée, Türkiye

*Par 150 voix contre zéro, avec 16 abstentions, le paragraphe 2 est maintenu.*

**Le Président** (*parle en anglais*) : Je vais à présent mettre aux voix le paragraphe 3.

*Il est procédé au vote enregistré.*

*Votent pour :*

Afrique du Sud, Albanie, Algérie, Allemagne, Andorre, Angola, Argentine, Australie, Autriche, Bahamas, Bahreïn, Bangladesh, Barbade, Belgique, Belize, Bhoutan, Bolivie (État plurinational de), Bosnie-Herzégovine, Botswana, Brésil, Brunéi Darussalam, Bulgarie, Burkina Faso, Burundi, Cambodge, Cameroun, Canada, Chili, Chypre, Colombie, Comores, Congo, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Croatie, Cuba, Danemark, Djibouti, Égypte, El Salvador, Émirats arabes unis, Équateur, Érythrée, Espagne, Estonie, Eswatini, États-Unis d'Amérique, Éthiopie, Finlande, France, Géorgie, Ghana, Grèce, Guatemala, Guinée, Guyana, Haïti, Honduras, Hongrie, Îles Marshall, Indonésie, Iraq, Irlande, Islande, Italie, Jamaïque, Japon, Jordanie, Kazakhstan, Kenya, Kiribati, Koweït, Lesotho, Lettonie, Liban, Libéria, Libye, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Macédoine du Nord, Madagascar, Malaisie, Malawi, Maldives, Malte, Maroc, Maurice, Mauritanie, Mexique, Monaco, Mongolie, Monténégro, Mozambique, Myanmar, Namibie, Népal, Nicaragua, Nigéria, Norvège, Nouvelle-Zélande, Oman, Ouganda, Ouzbékistan, Pakistan, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Paraguay, Pays-Bas (Royaume des), Pérou, Philippines, Pologne, Portugal, Qatar, République centrafricaine, République de Corée, République de Moldova, République démocratique du Congo, République démocratique populaire lao, République dominicaine, République tchèque, République-Unie de Tanzanie, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Rwanda, Saint-Kitts-et-Nevis, Saint-Marin, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Sainte-Lucie, Samoa, Sénégal, Serbie, Sierra Leone, Singapour, Slovaquie, Slovénie, Soudan, Soudan du Sud, Sri Lanka, Suède, Suisse, Suriname, Tchad, Thaïlande, Timor-Leste, Togo, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Ukraine, Uruguay, Yémen, Zambie

*Votent contre :*

Bélarus, Fédération de Russie, Mali

*S'abstiennent :*

Arabie saoudite, Chine, Inde, Iran (République islamique d'), Israël, Niger, République arabe syrienne, République populaire démocratique de Corée, Türkiye

*Par 152 voix contre 3, avec 9 abstentions, le paragraphe 3 est maintenu.*

**Le Président** (*parle en anglais*) : Je vais à présent mettre aux voix le paragraphe 4.

*Il est procédé au vote enregistré.*

*Votent pour :*

Afrique du Sud, Albanie, Algérie, Allemagne, Andorre, Angola, Argentine, Australie, Autriche, Bahamas, Bahreïn, Bangladesh, Barbade, Belgique, Belize, Bhoutan, Bolivie (État plurinational de), Bosnie-Herzégovine, Botswana, Brésil, Brunéi Darussalam, Bulgarie, Burkina Faso, Burundi, Cambodge, Cameroun, Canada, Chili, Chypre, Colombie, Comores, Congo, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Croatie, Cuba, Danemark, Djibouti, Égypte, El Salvador, Émirats arabes unis, Équateur, Érythrée, Espagne, Estonie, Eswatini, États-Unis d'Amérique, Éthiopie, Finlande, France, Gabon, Géorgie, Ghana, Grèce, Guatemala, Guinée, Guyana, Haïti, Honduras, Hongrie, Îles Marshall, Indonésie, Iraq, Irlande, Islande, Italie, Jamaïque, Japon, Jordanie, Kazakhstan, Kenya, Kiribati, Koweït, Lesotho, Lettonie, Liban, Libéria, Libye, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Macédoine du Nord, Madagascar, Malaisie, Malawi, Maldives, Malte, Maroc, Maurice, Mauritanie, Mexique, Monaco, Mongolie, Monténégro, Mozambique, Myanmar, Namibie, Népal, Nicaragua, Nigéria, Norvège, Nouvelle-Zélande, Oman, Ouganda, Ouzbékistan, Pakistan, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Paraguay, Pays-Bas (Royaume des), Pérou, Philippines, Pologne, Portugal, Qatar, République centrafricaine, République de Corée, République de Moldova, République démocratique du Congo, République démocratique populaire lao, République dominicaine, République tchèque, République-Unie de Tanzanie, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Rwanda, Saint-Kitts-et-Nevis, Saint-Marin, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Sainte-Lucie, Samoa, Sénégal, Serbie, Sierra Leone, Singapour, Slovaquie, Slovénie, Soudan, Soudan du Sud, Sri Lanka, Suède, Suisse, Suriname, Tchad, Thaïlande,



Timor-Leste, Togo, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Ukraine, Uruguay, Viet Nam, Yémen, Zambie

*Votent contre :*

Bélarus, Fédération de Russie, Mali

*S'abstiennent :*

Arabie saoudite, Chine, Inde, Iran (République islamique d'), Israël, Niger, République arabe syrienne, République populaire démocratique de Corée, Türkiye

*Par 154 voix contre 3, avec 9 abstentions, le paragraphe 4 est maintenu.*

**Le Président** (*parle en anglais*) : La Commission va maintenant se prononcer sur le projet de résolution A/C.1/78/L.56, pris dans son ensemble. Un vote enregistré a été demandé.

*Il est procédé au vote enregistré.*

*Votent pour :*

Afrique du Sud, Albanie, Algérie, Allemagne, Andorre, Angola, Argentine, Arménie, Australie, Autriche, Bahamas, Bahreïn, Bangladesh, Barbade, Belgique, Belize, Bhoutan, Bolivie (État plurinational de), Bosnie-Herzégovine, Botswana, Brésil, Brunéi Darussalam, Bulgarie, Burkina Faso, Burundi, Cabo Verde, Cambodge, Cameroun, Canada, Chili, Chypre, Colombie, Comores, Congo, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Croatie, Cuba, Danemark, Djibouti, Égypte, El Salvador, Équateur, Érythrée, Espagne, Estonie, Eswatini, États-Unis d'Amérique, Éthiopie, Finlande, France, Gabon, Géorgie, Ghana, Grèce, Guatemala, Guinée, Guinée équatoriale, Guinée-Bissau, Guyana, Haïti, Honduras, Hongrie, Îles Marshall, Îles Salomon, Indonésie, Iraq, Irlande, Islande, Italie, Jamaïque, Japon, Jordanie, Kazakhstan, Kenya, Kirghizistan, Kiribati, Koweït, Lesotho, Lettonie, Liban, Libéria, Libye, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Macédoine du Nord, Madagascar, Malaisie, Malawi, Maldives, Malte, Maroc, Maurice, Mauritanie, Mexique, Micronésie (États fédérés de), Monaco, Mongolie, Monténégro, Mozambique, Myanmar, Namibie, Népal, Nicaragua, Nigéria, Norvège, Nouvelle-Zélande, Oman, Ouganda, Ouzbékistan, Pakistan, Palaos, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Paraguay, Pays-Bas (Royaume des), Pérou, Philippines, Pologne, Portugal, Qatar, République centrafricaine, République de Corée, République de Moldova, République démocratique

du Congo, République démocratique populaire lao, République dominicaine, République tchèque, République-Unie de Tanzanie, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Rwanda, Saint-Kitts-et-Nevis, Saint-Marin, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Sainte-Lucie, Samoa, Sénégal, Serbie, Sierra Leone, Singapour, Slovaquie, Slovénie, Soudan, Soudan du Sud, Sri Lanka, Suède, Suisse, Suriname, Tadjikistan, Tchad, Thaïlande, Timor-Leste, Togo, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Ukraine, Uruguay, Vanuatu, Viet Nam, Yémen, Zambie, Zimbabwe

*Votent contre :*

Bélarus, Fédération de Russie, Inde, Mali, Niger

*S'abstiennent :*

Arabie saoudite, Chine, Émirats arabes unis, Iran (République islamique d'), Israël, République arabe syrienne, République populaire démocratique de Corée, Türkiye

*Par 164 voix contre 5, avec 8 abstentions, le projet de résolution A/C.1/78/L.56, pris dans son ensemble, est adopté.*

[La délégation de la Gambie a ultérieurement informé le Secrétariat qu'elle entendait voter pour.]

**Le Président** (*parle en anglais*) : La Commission va maintenant se prononcer sur le projet de résolution A/C.1/78/L.61, intitulé « Assistance aux États pour l'arrêt de la circulation illicite et la collecte des armes légères et de petit calibre ».

Je donne la parole à la Secrétaire de la Commission.

**M<sup>me</sup> Elliott** (Secrétaire de la Commission) (*parle en anglais*) : Le projet de résolution A/C.1/78/L.61 a été déposé le 12 octobre par le Nigéria, au nom des États Membres de l'Organisation des Nations Unies qui sont membres de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest. La liste des auteurs du projet de résolution figure dans le document publié sous la cote A/C.1/78/L.61. La liste des coauteurs supplémentaires est publiée sur le portail e-deleGATE de la Première Commission. Le Congo, l'Espagne, Kiribati et l'Ouganda se sont également portés coauteurs du projet de résolution.

**Le Président** (*parle en anglais*) : Un vote séparé a été demandé sur le seizième alinéa du préambule du projet de résolution A/C.1/78/L.61. Je vais à présent mettre aux voix le seizième alinéa du préambule.

*Il est procédé au vote enregistré.*

*Votent pour :*

Afrique du Sud, Albanie, Algérie, Allemagne, Andorre, Angola, Argentine, Australie, Autriche, Bahamas, Bahreïn, Bangladesh, Barbade, Belgique, Belize, Bénin, Bosnie-Herzégovine, Botswana, Brésil, Brunéi Darussalam, Bulgarie, Burkina Faso, Burundi, Cambodge, Cameroun, Canada, Chili, Chine, Chypre, Colombie, Comores, Congo, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Croatie, Danemark, Djibouti, El Salvador, Émirats arabes unis, Équateur, Érythrée, Espagne, Estonie, Eswatini, États-Unis d'Amérique, Éthiopie, Finlande, France, Gabon, Géorgie, Ghana, Grèce, Guatemala, Guinée, Guinée équatoriale, Guinée-Bissau, Guyana, Haïti, Honduras, Hongrie, Îles Marshall, Iraq, Irlande, Islande, Israël, Italie, Jamaïque, Japon, Jordanie, Kazakhstan, Kenya, Kiribati, Koweït, Lesotho, Lettonie, Liban, Libéria, Libye, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Macédoine du Nord, Madagascar, Malaisie, Malawi, Maldives, Mali, Malte, Maroc, Maurice, Mauritanie, Mexique, Micronésie (États fédérés de), Monaco, Mongolie, Monténégro, Mozambique, Myanmar, Namibie, Népal, Niger, Nigéria, Norvège, Nouvelle-Zélande, Ouganda, Pakistan, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Paraguay, Pays-Bas (Royaume des), Pérou, Philippines, Pologne, Portugal, République centrafricaine, République de Corée, République de Moldova, République démocratique du Congo, République dominicaine, République tchèque, République-Unie de Tanzanie, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Rwanda, Saint-Kitts-et-Nevis, Saint-Marin, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Sainte-Lucie, Samoa, Sénégal, Serbie, Sierra Leone, Singapour, Slovaquie, Slovénie, Somalie, Soudan du Sud, Suède, Suisse, Suriname, Tchad, Thaïlande, Timor-Leste, Togo, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Türkiye, Ukraine, Uruguay, Zambie

*Votent contre :*

Néant

*S'abstiennent :*

Arabie saoudite, Arménie, Bélarus, Bhoutan, Bolivie (État plurinational de), Cuba, Égypte, Fédération de Russie, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Nicaragua, Oman, Qatar, République arabe syrienne, Soudan, Sri Lanka, Yémen

*Par 150 voix contre zéro, avec 18 abstentions, le seizième alinéa du préambule est maintenu.*

[La délégation de la Gambie a ultérieurement informé le Secrétariat qu'elle entendait voter pour.]

**Le Président** (*parle en anglais*) : Les auteurs du projet de résolution ont exprimé le souhait que la Commission l'adopte sans le mettre aux voix. Si je n'entends pas d'objection, je considérerai que la Commission souhaite procéder ainsi.

*Le projet de résolution A/C.1/78/L.61, pris dans son ensemble, est adopté.*

**Le Président** (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole aux délégations qui souhaitent expliquer leur position après le vote.

**M. Grigoryan** (Arménie) (*parle en anglais*) : Je prends la parole pour expliquer la position de la délégation arménienne sur le projet de résolution A/C.1/78/L.42, intitulé « Traité sur le commerce des armes ». L'Arménie préconise avec force un régime de maîtrise des armes classiques solide et juridiquement contraignant, aux niveaux régional et international, qui permettrait de réglementer efficacement le commerce des armes classiques et de prévenir et d'éliminer leur détournement vers des marchés illicites où ils seraient utilisés à des fins illégitimes, notamment pour des violations graves des droits humains. Nous reconnaissons le rôle que joue le Traité sur le commerce des armes dans l'établissement de normes internationales communes à cet égard.

Toutefois, mon pays réaffirme ses préoccupations concernant le préambule du Traité sur le commerce des armes et sa section consacrée aux principes. Nous avons toujours souligné la nécessité de références équilibrées et non restrictives aux principes du droit international. Nous réaffirmons notre position selon laquelle le Traité, dans sa forme actuelle, pourrait être interprété comme limitant l'exercice du droit souverain de légitime défense et comme faisant obstacle à un accès légitime aux technologies pertinentes. L'objectif principal du Traité, qui est d'encourager et de faire appliquer la réglementation sur le commerce des armes classiques au moyen de systèmes nationaux de contrôle efficaces, aurait pu être défendu plus énergiquement.

L'Arménie s'abstiendra dans le vote sur le projet de résolution A/C.1/78/L.42, et notre position concernant le Traité sur le commerce des armes s'applique à tous les autres projets de résolution de la Première Commission

contenant des références à ce traité. Par conséquent, nous nous dissociions de ces paragraphes.

**M. Guerra** (Argentine) (*parle en espagnol*) : Ma délégation souhaite prendre la parole pour expliquer son vote pour le projet de résolution A/C.1/78/L.56, intitulé « Systèmes d'armes létaux autonomes ».

La République argentine partage l'objectif et l'esprit sous-tendant ce projet de résolution sur les systèmes d'armes létaux autonomes, le but étant de donner une plus grande visibilité à cette question et de redynamiser les discussions actuelles. Nous reconnaissons également son caractère propre à associer toutes les parties prenantes et estimons, nous aussi, qu'il importe d'inclure les points de vue de tous les membres et des autres parties intéressées qui ne participent généralement pas aux débats sur la Convention sur certaines armes classiques. Cela étant, nous tenons à mettre en exergue les travaux du Groupe d'experts gouvernementaux sur les technologies émergentes dans le domaine des systèmes d'armes létaux autonomes, dont le Brésil assure la présidence, ainsi que les progrès accomplis au sein de ce groupe. Nous rappelons à cet égard que l'Argentine, avec d'autres pays, a présenté une proposition visant la création d'un instrument juridiquement contraignant sous la forme d'un protocole additionnel à la Convention sur certaines armes classiques, en vue d'établir des interdictions et des réglementations sur les technologies émergentes dans le domaine des armes létales autonomes. La Convention et ses protocoles sont des instruments essentiels dans le cadre du désarmement, de la maîtrise des armements et du droit international humanitaire.

**M. Alqaisi** (Jordanie) (*parle en arabe*) : Je souhaite faire cette déclaration au nom du Groupe des États arabes pour expliquer le vote de ses membres concernant le projet de résolution A/C.1/78/L.40, intitulé « Le commerce illicite des armes légères et de petit calibre sous tous ses aspects », et le projet de résolution A/C.1/78/L.41, intitulé « Gestion des munitions classiques tout au long de leur cycle de vie ».

Tout d'abord, le Groupe des États arabes se déclare résolu à participer de manière constructive au Programme d'action en vue de prévenir, combattre et éliminer le commerce illicite des armes légères sous tous ses aspects, ainsi qu'au groupe de travail à composition non limitée sur les munitions classiques, en vue de promouvoir le désarmement en général et d'appuyer les démarches multilatérales, tout en relevant les défis liés à la prolifération des armes et des munitions classiques qui ont une incidence sur la paix et la sécurité internationales,

la persistance des conflits internationaux et le phénomène du terrorisme.

Le Groupe des États arabes souligne que les États ont le droit de gérer des armes et munitions classiques pour répondre à leurs besoins en matière de sécurité et de défense, y compris pour assurer la protection de leurs frontières nationales, tout en prenant toutes les mesures nécessaires pour préserver leur sécurité nationale en vertu de l'Article 51 de la Charte des Nations Unies, qui consacre le droit de légitime défense de chaque État.

Tout au long de la mise en œuvre du Programme d'action en vue de prévenir, combattre et éliminer le commerce illicite des armes légères sous tous ses aspects et dès le début des consultations sur la résolution 76/233, par laquelle le groupe de travail à composition non limitée sur les munitions classiques a été créé, le Groupe des États arabes a insisté sur le caractère volontaire et indépendant de ces deux démarches et sur la nécessité de ne pas les confondre, pour diverses raisons liées aux disparités technologiques, aux cadres et aux législations au niveau national. Certaines parties continuent d'inclure, dans les deux projets de résolution susmentionnés, des libellés qui confondent armes classiques et munitions classiques.

Pour ces raisons, les membres du Groupe des États arabes se sont abstenus dans le vote sur le vingt-quatrième alinéa du préambule du projet de résolution A/C.1/78/L.40 et sur le paragraphe 13 du projet de résolution A/C.1/78/L.41. Les États du Groupe arabe espèrent que les formulations non consensuelles et d'autres aspects problématiques ne seront pas réintroduits, car cela pourrait nuire aux consultations pertinentes et aggraver la division entre les États.

Pour terminer et au nom du Groupe des États arabes, j'exprime à nouveau nos sincères condoléances aux familles des martyrs de l'agression israélienne en cours dans les territoires palestiniens occupés et dans la bande de Gaza. Nous rappelons notre condamnation de l'agression brutale menée par Israël et réitérons notre appel à mettre fin à la guerre, à apporter une aide humanitaire aux Palestiniens et à mettre un terme à leurs déplacements forcés.

**M. Kim Sunghoon** (République de Corée) (*parle en anglais*) : Premièrement, en ce qui concerne le projet de résolution A/C.1/78/L.20, intitulé « Application de la Convention sur les armes à sous-munitions », la République de Corée partage pleinement les préoccupations d'ordre humanitaire de la communauté internationale liées à l'emploi d'armes à sous-munitions et appuie les efforts

déployés pour remédier aux préoccupations humanitaires découlant de leur emploi. Cependant, du fait des conditions de sécurité exceptionnelles qui règnent sur la péninsule coréenne, mon gouvernement n'est pas actuellement partie à la Convention sur les armes à sous-munitions, et il s'est donc abstenu dans le vote sur le projet de résolution. Ma délégation tient à informer les États Membres qu'en 2008, le Ministère de la défense nationale de la République de Corée a adopté une directive sur les armes à sous-munitions, qui comprend des mesures sur l'emploi limité et responsable de ces armes. En vertu de cette directive, seules les armes à sous-munitions qui sont équipées de dispositifs d'autodésactivation et ont un taux de raté inférieur à 1 % peuvent être incluses dans les plans d'acquisition. Cette directive recommande également de mettre au point de nouveaux systèmes d'armes qui, à long terme, remplaceraient les armes à sous-munitions. Bien qu'il soit regrettable que nous ne soyons actuellement pas en mesure d'appuyer le projet de résolution A/C.1/78/L.20, la République de Corée poursuivra ses efforts pour atténuer de manière constructive les problèmes humanitaires liés à l'utilisation des armes à sous-munitions.

Deuxièmement, en ce qui concerne le projet de résolution A/C.1/78/L.39, sur la mise en œuvre de la Convention sur l'interdiction de l'emploi, du stockage, de la production et du transfert des mines antipersonnel et sur leur destruction, la République de Corée appuie sincèrement l'objet et le but de la Convention sur les mines antipersonnel (Convention d'Ottawa). Cependant, du fait des conditions de sécurité exceptionnelles qui règnent sur la péninsule coréenne, mon pays n'est actuellement pas non plus partie à cette convention, et il s'est donc abstenu dans le vote sur le projet de résolution. Cela ne signifie pas que nous sommes moins préoccupés par les graves problèmes liés à l'emploi sans discrimination de mines antipersonnel, et nous sommes déterminés à atténuer la souffrance que cause leur utilisation. À cet égard, le Gouvernement de la République de Corée exerce un contrôle strict sur les mines antipersonnel et, depuis 1997, maintient son moratoire d'une durée indéfinie sur leur exportation. En outre, la République de Corée est partie à la Convention sur certaines armes classiques et à son protocole II modifié, en vertu desquels elle participe à divers débats et activités visant à garantir une utilisation limitée et responsable de ces armes. Sur le plan intérieur, la République de Corée poursuit ses efforts dans les domaines du déminage et de la réhabilitation des victimes. Pour la seule année 2020, nous avons éliminé 824 mines, dont 822 mines antipersonnel, sur une superficie d'environ 377 384 mètres carrés. Nous avons

également fourni une assistance aux victimes de mines et aux membres de leurs familles endeuillées par le biais de la loi spéciale sur le soutien aux victimes de mines. Mon gouvernement a par ailleurs versé, depuis 1993, plus de 50 millions de dollars aux programmes pertinents des Nations Unies pour le déminage et l'assistance aux victimes, notamment le fonds d'affectation spéciale pour l'assistance à la lutte antimines et le Fonds international d'affectation spéciale pour le déminage et l'assistance aux victimes de mines. La République de Corée continuera à contribuer aux efforts internationaux de déminage et d'assistance aux victimes.

Troisièmement et pour finir, la République de Corée a voté pour le projet de résolution A/C.1/78/L.56, sur les systèmes d'armes létaux autonomes. Nous nous associons aux remerciements adressés à l'Australie et aux autres auteurs pour les efforts qu'ils ont déployés dans la préparation de ce projet de résolution. La République de Corée accorde une grande importance à cette question et apprécie les progrès réalisés ces dernières années, ainsi que les propositions constructives formulées au sein du Groupe d'experts gouvernementaux sur les technologies émergentes dans le domaine des systèmes d'armes létaux autonomes établi dans le cadre de la Convention sur certaines armes classiques. Comme d'autres membres de la Première Commission, la République de Corée souligne que le Groupe d'experts gouvernementaux devrait continuer à faire office d'instance centrale et unique pour aborder les différentes problématiques relatives aux systèmes d'armes létaux autonomes, en se concentrant notamment sur la mise en œuvre effective du droit international humanitaire. C'est pourquoi ma délégation estime que la communauté internationale devrait veiller à ne pas entraver cette entreprise en cours. Il serait inutile de lui imposer une échéance arbitraire, d'autant que le mandat du prochain Groupe d'experts gouvernementaux est actuellement à l'examen. Nous souhaitons en outre ajouter qu'il nous faudrait maintenir un équilibre entre les bénéfices et les risques au moment d'examiner les possibles répercussions des technologies nouvelles et naissantes. Cela dit, en tant qu'hôte du deuxième sommet sur l'intelligence artificielle responsable dans le domaine militaire (REAIM), qui se tiendra l'année prochaine, la République de Corée continuera à jouer le rôle qui lui revient pour contribuer à la formation d'un large consensus sur le thème de l'utilisation responsable de l'intelligence artificielle et de l'autonomie dans le domaine militaire, en s'appuyant sur les excellents résultats du premier sommet REAIM, organisé à La Haye en début d'année.



**M. Lagardien** (Afrique du Sud) (*parle en anglais*) : En ce qui concerne le projet de résolution A/C.1/78/L.56, intitulé « Systèmes d'armes létaux autonomes », l'Afrique du Sud s'est abstenue dans le vote sur son paragraphe 2, qui priait le Secrétaire général de solliciter les vues des États Membres sur les systèmes d'armes létaux autonomes et de présenter à l'Assemblée générale, à sa soixante-dix-neuvième session, un rapport de fond sur cette question pour un examen plus approfondi. Étant donné qu'un processus est en cours au sein du Groupe d'experts gouvernementaux sur les technologies émergentes dans le domaine des systèmes d'armes létaux autonomes, dans le cadre de la Convention sur certaines armes classiques, nous estimons que l'intégrité de ce processus doit être respectée et que les hautes parties contractantes à ladite Convention ont déjà clairement fait connaître leur point de vue sur les principes et les éléments de fond de la question. Sachant qu'un tel rapport du Secrétaire général aura une incidence considérable sur le budget-programme, l'Afrique du Sud estime donc qu'elle n'est malheureusement pas en mesure de soutenir l'adoption du paragraphe 2 du projet de résolution A/C.1/78/L.56.

Il est tout à fait clair, depuis maintenant plusieurs années, que la question des systèmes d'armes létaux autonomes doit être abordée de manière globale et constructive. L'Afrique du Sud appuie donc l'adoption du projet de résolution A/C.1/78/L.56, pris dans son ensemble.

**M. Sirie** (Indonésie) (*parle en anglais*) : En ce qui concerne la position de l'Indonésie sur les projets de résolution adoptés au titre du groupe de questions 4, mon pays s'est abstenu dans les votes sur toutes les propositions contenant des références au Traité sur le commerce des armes, comme celles qui figurent dans les projets de résolution A/C.1/78/L.40, A/C.1/78/L.41, A/C.1/78/L.42 et A/C.1/78/L.61. Notre position concernant le Traité est bien documentée. Nous soutenons les principes et les objectifs sous-tendant ce traité, qui vise à gérer le commerce des armes classiques tout en contribuant à la paix et à la stabilité dans le monde. Toutefois, nous estimons que le Traité ne devrait pas imposer de limitations, de conditions et de restrictions inutiles aux capacités des pays en développement. L'Indonésie s'est engagée à assurer la réalisation du programme visant à prévenir, combattre et éliminer le commerce illicite des armes légères sous tous ses aspects, en ce sens qu'elle peut y parvenir efficacement en renforçant ses capacités en matière de contrôle des frontières afin d'atténuer les risques liés aux armes illégales. À cet égard, nous nous félicitons de l'inclusion de la décision d'établir le programme de bourses de formation spécialisées concernant le contrôle

des armes légères et de petit calibre, car ce programme est indispensable au renforcement des connaissances et des compétences nécessaires pour la mise en œuvre du Programme d'action en vue de prévenir, combattre et éliminer le commerce illicite des armes légères sous tous ses aspects et de l'Instrument international de traçage.

En ce qui concerne le projet de résolution A/C.1/78/L.41, sur la gestion des munitions classiques tout au long de leur cycle de vie, l'Indonésie a voté pour et se félicite de l'adoption par consensus du Cadre mondial pour la gestion des munitions classiques tout au long de leur cycle de vie, ainsi que du programme permanent de bourses de formation spécialisées dans ce domaine.

En ce qui concerne le projet de résolution A/C.1/78/L.56, sur les systèmes d'armes létaux autonomes, l'Indonésie a voté pour, car ce projet vise à établir des lignes directrices qui devraient répondre efficacement à la menace et aux défis posés par ces armes d'un point de vue humanitaire, juridique, technologique et éthique ainsi que sur le plan de la sécurité. L'Indonésie est d'avis que le projet de résolution A/C.1/78/L.56 est une étape cruciale pour mener un dialogue global associant les États qui ne sont pas parties à la Convention sur certaines armes classiques. Nous tenons à assurer les membres de la participation de l'Indonésie à ce processus.

**M. Hegaz** (Égypte) (*parle en anglais*) : En ce qui concerne le projet de résolution A/C.1/78/L.56, intitulé « Systèmes d'armes létaux autonomes », l'Égypte attache une grande importance à la promotion des efforts déployés par l'Organisation des Nations Unies pour répondre aux risques liés à ces systèmes d'armes. Les armes entièrement autonomes constituent une menace pour la paix et la sécurité internationales et soulèvent un certain nombre de questions juridiques, humanitaires et éthiques dont il est impératif de tenir compte. Les mécanismes de désarmement de l'ONU doivent combattre activement les menaces et les risques croissants associés à cette nouvelle catégorie d'armes qui pourraient être capables de s'activer, de sélectionner leurs cibles et d'ôter la vie à des êtres humains en toute autonomie. Même si l'on part du principe qu'un algorithme peut reconnaître ce qui est légal ou non au regard du droit international humanitaire, il ne sera jamais en mesure de déterminer ce qui est éthique. Les algorithmes ne doivent donc pas avoir le contrôle total des décisions qui auraient pour conséquence de tuer ou de blesser des êtres humains. Le principe de la responsabilité humaine et de l'obligation de rendre des comptes pour tout recours à la force meurtrière doit être

préservé, quel que soit le type de système d'armes utilisé à cette fin. En outre, l'Égypte est favorable à l'application d'une approche à deux niveaux qui comprend, d'une part, l'interdiction des armes entièrement autonomes et, d'autre part, la réglementation des autres applications militaires de l'intelligence artificielle qui pourraient poser des risques pour la sécurité ou des risques humanitaires. En outre, nous nous félicitons de l'attention accordée par le Secrétaire général à cette problématique dans sa note d'orientation sur le Nouvel Agenda pour la paix, et nous attendons avec impatience le rapport que le Secrétaire général publiera après l'adoption du projet de résolution. Nous encourageons également l'inscription de ce sujet à l'ordre du jour du prochain cycle de la Commission du désarmement, cette dernière étant l'une des plateformes les plus inclusives et les plus appropriées pour faire avancer les discussions sur les principes et les règles pertinents ainsi que pour formuler des recommandations réalistes sur les prochaines étapes à suivre.

En outre, tout en reconnaissant l'importance des discussions qui ont lieu au sein du Groupe d'experts gouvernementaux sur les technologies émergentes dans le domaine des systèmes d'armes létaux autonomes, nous déplorons la lenteur des progrès accomplis et l'absence de résultats tangibles, ce qui tient au fait que certains États continuent erronément de croire qu'il est possible de maintenir une prédominance absolue dans ce domaine, et s'opposent donc à tout effort visant à élaborer des dispositifs juridiques multilatéraux qui interdiraient équitablement l'utilisation malveillante et la militarisation de ces technologies. Nous prenons note des multiples initiatives internationales ayant pour objet l'élaboration d'orientations et de règles relatives aux applications militaires de l'intelligence artificielle, et soulignons que les textes issus de ces initiatives devraient expressément préciser que toute ligne directrice sur les applications militaires de l'intelligence artificielle devrait être sans préjudice des efforts visant à interdire les armes entièrement autonomes. Nous soulignons également que les démarches et les délibérations en la matière doivent être menés sous l'égide de l'Organisation des Nations Unies, car il s'agit de la plateforme la plus inclusive, la plus équitable et la plus efficace pour l'élaboration de règles internationales dans ce domaine. Pour ces raisons, l'Égypte a appuyé le projet de résolution A/C.1/78/L.56 et tous ses paragraphes, et nous attendons avec intérêt son adoption et sa mise en œuvre, qui constitueront un pas vers l'intensification des efforts déployés par l'Organisation sur ce sujet important.

Par ailleurs, l'Égypte s'est abstenue dans le vote sur le vingt-quatrième alinéa du préambule du projet de résolution A/C.1/78/L.40 ainsi que dans le vote sur le treizième alinéa du préambule du projet de résolution A/C.1/78/L.41, pour les raisons exposées dans l'explication de vote présentée par le représentant de la Jordanie au nom du Groupe des États arabes dans le cadre du groupe de questions 4, et, tout en appréciant les efforts déployés par les interprètes pour nous fournir des informations concernant ces documents, nous souhaitons inviter toutes les délégations à se fonder sur les versions de ces déclarations qui ont été téléchargées sur le portail e-deleGATE, qui clarifient la position du Groupe des États arabes à cet égard.

**M. Ghourbanpour** (République islamique d'Iran) (*parle en anglais*) : Tout en adressant nos meilleurs vœux de succès à notre nation fraternelle, l'Iraq, qui préside la onzième Assemblée des États parties à la Convention sur les armes à sous-munitions, je tiens à préciser que ma délégation a choisi de s'abstenir dans le vote sur le projet de résolution A/C.1/78/L.20, intitulé « Application de la Convention sur les armes à sous-munitions », pour les raisons suivantes.

Premièrement, mon pays n'a pas participé à la négociation de cette convention, n'en est pas signataire et n'y est pas partie.

Deuxièmement, nous ne pouvons pas appuyer un instrument négocié en dehors du cadre de l'ONU qui ne tient pas compte des préoccupations et des intérêts de nombreux États en matière de sécurité.

En ce qui concerne le projet de résolution A/C.1/78/L.39, intitulé « Mise en œuvre de la Convention sur l'interdiction de l'emploi, du stockage, de la production et du transfert des mines antipersonnel et sur leur destruction », ma délégation tient à faire savoir que les mines antipersonnel ont été utilisées de manière irresponsable pendant les guerres civiles livrées dans certaines régions du monde et ont, en conséquence, fait un grand nombre de victimes innocentes, en particulier parmi les femmes et les enfants. Nous nous félicitons de tous les efforts qui visent à enrayer cette tendance. Toutefois, la Convention se concentre principalement sur les préoccupations humanitaires et ne prend pas suffisamment en compte le besoin légitime, du point de vue militaire, pour de nombreux pays, surtout ceux qui ont de longues frontières terrestres, de recourir d'une manière responsable et limitée à ces mines pour protéger leurs territoires. Ma délégation apprécie à leur juste valeur les objectifs qui sous-tendent le projet

de résolution A/C.1/78/L.39. Toutefois, en raison des préoccupations et considérations particulières que je viens d'expliquer, nous nous sommes abstenus dans le vote.

En ce qui concerne le projet de résolution A/C.1/78/L.42, intitulé « Traité sur le commerce des armes », ma délégation s'est abstenue dans le vote pour les raisons suivantes.

Premièrement, dans le Traité sur le commerce des armes, les intérêts politiques et commerciaux de certains pays exportateurs d'armes se voient accorder une plus grande priorité que le respect des principes fondamentaux du droit international.

Deuxièmement, nous émettons de fortes réserves sur la notion de complémentarité avec d'autres instruments, telle que mentionnée dans le projet de résolution A/C.1/78/L.42. En outre, ce texte invite tous les États qui ne l'ont pas encore fait à adhérer au Traité. Un tel appel à l'universalisation du Traité sur le commerce des armes est inacceptable parce que le Traité n'a pas été adopté par consensus, en raison de ses lacunes sur le fond et de son mépris pour les préoccupations et les intérêts de certains États ayant participé au processus de négociation. De plus, certains États parties au Traité commettent de graves violations de ses dispositions.

Pour conclure, je tiens à souligner officiellement que notre position sur le Traité vaut pour tous les paragraphes qui y font référence dans les projets de résolution et de décision à ce sujet qui ont été ou seront adoptés cette année par la Commission, et que ma délégation se dissocie donc de toutes ces références. Je voudrais également mentionner que, même si nous nous sommes joints au consensus sur le projet de résolution A/C.1/78/L.61, intitulé « Assistance aux États pour l'arrêt de la circulation illicite et la collecte des armes légères et de petit calibre », notre position sur le Traité, dans ce projet de résolution ou dans tout autre projet de résolution à ce sujet, est la même que celle exposée à propos du projet de résolution A/C.1/78/L.42.

**M. Moharram** (Arabie saoudite) (*parle en anglais*) : En ce qui concerne le projet de résolution A/C.1/78/L.41, intitulé « Gestion des munitions classiques tout au long de leur cycle de vie », je voudrais tout d'abord aligner ma déclaration sur celle faite par le représentant du Royaume hachémite de Jordanie au nom du Groupe des États arabes.

Le Royaume d'Arabie saoudite s'est abstenu dans le vote sur le treizième alinéa du préambule du projet de résolution A/C.1/78/L.41. Nous nous sommes également abstenus dans le vote sur le projet de résolution A/C.1/78/L.41 pris dans son ensemble. Cette

position est fondée sur le rejet par le Royaume d'Arabie saoudite de toute forme de corrélation entre les munitions classiques et les armes légères et de petit calibre. Bien que la Première Commission ait adopté le projet de résolution A/C.1/78/L.41, le Royaume d'Arabie saoudite tient à rappeler que la gestion des munitions classiques est une question qui relève de la sécurité nationale de chaque État et qu'il est nécessaire de respecter, à cet égard, le concept de souveraineté des États. Le Cadre mondial pour la gestion des munitions classiques tout au long de leur cycle de vie étant appliqué à titre volontaire, nous soulignons que l'adoption du projet de résolution A/C.1/78/L.41 n'est ni contraignante ni obligatoire pour notre pays. Le Royaume d'Arabie saoudite confirme à nouveau qu'il interprétera et appliquera le Cadre mondial et qu'il adhèrera aux lois et règles nationales, dans le respect de la souveraineté des États et en vue de prévenir toute ingérence dans les affaires nationales des autres pays. Cela dit, nous demandons que l'on continue à se concentrer sur les principales questions liées au Cadre mondial et que l'on évite toute problématique source de contradiction ou de désaccord.

**M<sup>me</sup> Carr** (Australie) (*parle en anglais*) : En ce qui concerne le projet de résolution A/C.1/78/L.56, intitulé « Systèmes d'armes létaux autonomes », l'Australie a voté pour, bien que nous pensions que le texte aurait pu bénéficier de certaines modifications. Nous saisissons cette occasion pour expliquer notre position générale quant aux prochaines étapes. Nous restons d'avis que la Convention sur certaines armes classiques est l'instance la plus appropriée pour les discussions multilatérales sur les systèmes d'armes létaux autonomes. La Convention réunit des États dont les intérêts en matière de sécurité sont divers, et elle bénéficie des contributions d'un large éventail d'experts. Nous reconnaissons qu'un rapport du Secrétaire général pourrait donner un élan supplémentaire aux débats en cours au sein du Groupe d'experts gouvernementaux sur les technologies émergentes dans le domaine des systèmes d'armes létaux autonomes établi au titre de la Convention en partageant les points de vue d'un plus large éventail de parties prenantes. Comme d'autres l'ont dit avant moi, ce rapport devrait être équilibré, tenir compte des points de vue de tous les États Membres de l'ONU et adopter une approche pragmatique vis-à-vis des perspectives de progrès dans le cadre de la Convention sur certaines armes classiques qui peuvent faire l'objet d'un consensus. Nous apprécions les contributions apportées par la société civile au processus du Groupe d'experts gouvernementaux et nous nous félicitons également des

possibilités offertes à la société civile de soumettre des avis aux fins du rapport du Secrétaire général.

Les membres du Groupe d'experts gouvernementaux établi au titre de la Convention ont formulé des propositions nombreuses et diverses, qui constituent une excellente base pour nos futurs travaux. Ces propositions ont amélioré notre compréhension collective des caractéristiques que présentent les systèmes d'armes autonomes ainsi que des mesures concrètes visant à mieux faire appliquer le droit international humanitaire. L'Australie s'est investie de manière constructive dans toutes les propositions, qu'elles concernent des instruments juridiquement contraignants ou des textes non juridiquement contraignants, et continuera à le faire. Mon pays continue à penser que le projet de proposition d'articles, qui a été soumis par un groupe de sept pays, reste le meilleur moyen de faire progresser la Convention sur certaines armes classiques en précisant de façon détaillée comment les règles et les principes du droit international humanitaire s'appliquent aux armes légères et de petit calibre. Si nous restons d'avis que le moment n'est pas encore propice à la négociation d'un nouvel instrument juridiquement contraignant sur les systèmes d'armes létaux autonomes, la clarification des modalités d'application du droit international humanitaire existant est un travail qui peut et doit être accompli avant toute négociation en ce sens. Nous ne sommes pas favorables à la création de processus parallèles qui nuiraient aux efforts collectifs que nous déployons dans le cadre de la Convention sur certaines armes classiques. Il est temps de redoubler d'efforts au sein du Groupe d'experts gouvernementaux établi au titre de la Convention. À cette fin, l'Australie continuera à travailler de manière constructive avec les hautes parties contractantes à la Convention sur certaines armes classiques. Nous espérons que la réunion de novembre permettra de convenir d'un mandat fort pour 2024, qui permettra de réaliser de nouveaux progrès de fond l'année prochaine.

**M. Sarwani** (Pakistan) (*parle en anglais*) : Ma délégation s'est abstenue dans le vote sur le projet de résolution A/C.1/78/L.20, intitulé « Application de la Convention sur les armes à sous-munitions ». Par principe, le Pakistan n'est pas favorable à la conclusion de traités internationaux importants, en particulier ceux liés à la maîtrise des armements et au désarmement, tels que la Convention sur les armes à sous-munitions, en dehors du cadre de l'ONU. Le Pakistan considère que le cadre multilatéral de la Convention sur certaines armes classiques offre les meilleures conditions pour examiner la question des armes à sous-munitions. La force de la

Convention réside dans son cadre juridique, qui établit un équilibre délicat en reconnaissant la nécessité de réduire au minimum les souffrances humaines sans compromettre les intérêts légitimes des États en matière de sécurité. Le Pakistan appuie les efforts internationaux déployés pour lutter contre l'utilisation irresponsable et aveugle des armes à sous-munitions et condamne l'emploi de ces armes contre la population civile et les peuples sous occupation illégale.

Ma délégation s'est en outre abstenue dans le vote sur le projet de résolution A/C.1/78/L.39, intitulé « Mise en œuvre de la Convention sur l'interdiction de l'emploi, du stockage, de la production et du transfert des mines antipersonnel et sur leur destruction ». Le Pakistan est partie au Protocole II modifié de la Convention sur certaines armes classiques, qui régit l'emploi des mines terrestres afin de protéger les civils contre leurs effets aveugles et létaux. Il n'y a pas de mines non détruites sur le territoire du Pakistan. Nous restons déterminés à veiller à ce que les mines qui font partie de notre arsenal militaire ne fassent jamais de victimes civiles. Les mines terrestres continuent de jouer un rôle important pour répondre aux besoins de défense de nombreux États. Le recours aux mines terrestres fait partie intégrante de la défense pakistanaise, étant donné la nécessité de surveiller les longues frontières qui ne sont protégées par aucun obstacle naturel. Le Pakistan, qui est un des principaux fournisseurs de contingents aux opérations de maintien de la paix des Nations Unies, a entrepris avec succès des opérations de déminage dans diverses régions du monde. Nous sommes prêts à fournir une assistance supplémentaire pour faire progresser les efforts de déminage humanitaire au niveau mondial.

En ce qui concerne le projet de résolution A/C.1/78/L.56, intitulé « Systèmes d'armes létaux autonomes », nous débattons depuis près de 10 ans au sujet des aspects juridiques, humanitaires, techniques et sécuritaires des systèmes d'armes létaux autonomes dans le cadre de la Convention sur certaines armes classiques. Nous estimons qu'il convient de poursuivre la discussion sur ces systèmes d'armes au sein du Groupe d'experts gouvernementaux établi au titre de ladite Convention en vue d'élaborer des règles internationales au moyen d'un nouveau protocole énonçant des interdictions et des réglementations. Nous apprécions également le fait que le projet de résolution, pour la première fois, a été déposé au sein de la Première Commission, qui offre une plateforme permettant de recueillir l'avis de tous les Membres de l'Organisation des Nations Unies sur les armes légères et de petit calibre. Parallèlement aux travaux menés sur



les systèmes d'armes létaux autonomes dans le cadre de la Convention sur certaines armes classiques, d'autres organes de désarmement peuvent et doivent jouer un rôle complémentaire dans l'examen des questions plus générales de l'intelligence artificielle et de ses applications militaires, de manière à créer des synergies positives tout en évitant les doubles emplois. L'ampleur des défis qui découlent de l'utilisation de l'intelligence artificielle à des fins militaires, y compris dans les systèmes d'armes, nécessite une réponse multilatérale, multiforme et holistique au sein du système des Nations Unies. C'est pourquoi ma délégation a voté pour le projet de résolution A/C.1/78/L.56, y compris les alinéas de son préambule et les paragraphes de son dispositif.

**M. Zhang Junjie** (Chine) (*parle en chinois*) : La Chine s'est abstenue dans le vote sur le projet de résolution A/C.1/78/L.56, intitulé « Systèmes d'armes létaux autonomes », pris dans son ensemble, ainsi que dans le vote sur les différents alinéas et paragraphes du projet de résolution, à l'exception du troisième alinéa du préambule, et souhaite expliquer les raisons de cette abstention. La Chine attache une grande importance aux questions de sécurité et aux questions humanitaires, juridiques et éthiques soulevées par les systèmes d'armes létaux autonomes. Au cours des dernières années, la Chine a participé de manière constructive aux discussions du Groupe d'experts gouvernementaux sur les technologies émergentes dans le domaine des systèmes d'armes létaux autonomes établi dans le cadre de la Convention sur certaines armes classiques. Nous avons déposé notre document de position sur la réglementation des applications militaires de l'intelligence artificielle. La Chine se félicite des 11 principes directeurs du Groupe d'experts gouvernementaux sur les systèmes d'armes létaux autonomes et appuie la négociation d'un instrument juridiquement contraignant visant à interdire les systèmes d'armes entièrement autonomes lorsque les conditions seront réunies, après qu'un accord aura été trouvé sur un certain nombre de questions, telles que la définition des caractéristiques des systèmes d'armes létaux autonomes. En ce qui concerne le projet de résolution A/C.1/78/L.56, la Chine a deux préoccupations principales.

Premièrement, nous estimons que la Convention sur certaines armes classiques est l'instance appropriée pour mener les discussions sur les systèmes d'armes létaux autonomes. L'ouverture de nouveaux débats au sein de l'Assemblée générale aura une incidence négative sur le processus existant. Je tiens à souligner que de nombreux pays ont exprimé la même position.

Deuxièmement, le terme « létaux » n'est pas inclus dans les facteurs clefs du projet de résolution : le terme « systèmes d'armes létaux autonomes » est donc confondu avec le terme « systèmes d'armes autonomes », alors qu'il s'agit de deux concepts différents. Une telle confusion ne fera que compliquer les choses et ne favorisera pas l'obtention d'un consensus.

Le projet de résolution A/C.1/78/L.56 ne répondant pas à ces deux préoccupations, la Chine s'est abstenue dans le vote.

**M. Namekawa** (Japon) (*parle en anglais*) : En ce qui concerne le projet de résolution A/C.1/78/L.56, intitulé « Systèmes d'armes létaux autonomes », le Japon reconnaît l'importance de la discussion sur les systèmes d'armes létaux autonomes au vu de l'évolution rapide de la technologie. Dans ce contexte, nous nous félicitons du projet de résolution, préparé sous la direction de l'Autriche. Dans le contexte de sécurité actuel, le Japon reconnaît la valeur croissante de la Convention sur certaines armes classiques, qui constitue un cadre réglementaire multilatéral en ce qui concerne les armes classiques et le droit international humanitaire. Bien que le débat sur les systèmes d'armes létaux autonomes puisse toucher certaines cordes sensibles, il est important de s'appuyer sur une reconnaissance commune de la part des parties prenantes dans le cadre de la Convention sur certaines armes classiques. À cet égard, le Japon se félicite du rapport publié cette année par le Groupe d'experts gouvernementaux sur les technologies émergentes dans le domaine des systèmes d'armes létaux autonomes (CCW/GGE.1/2023/2) et des progrès notables accomplis par ce groupe. Le consensus auquel nous sommes parvenus quant au fait que les systèmes d'armes ne doivent pas être utilisés s'ils ne peuvent l'être dans le respect du droit international humanitaire en dit long.

En outre, le Japon continue de penser que le projet d'articles sur les systèmes d'armes autonomes, déposé par l'Australie, le Canada, les États-Unis, le Japon, la Pologne, la République de Corée et le Royaume-Uni, constituera l'une des meilleures bases possibles pour accomplir de nouveaux progrès dans le cadre du Groupe d'experts gouvernementaux. Nous réaffirmons notre conviction que ce groupe reste l'instance la plus appropriée pour l'élaboration de règles internationales et nous espérons que la réunion de novembre des hautes parties contractantes à la Convention sur certaines armes classiques, qui se déroulera en novembre, aboutira à l'adoption d'un mandat pour 2024 afin de préserver et de renforcer le Groupe d'experts gouvernementaux,

tout en permettant la réalisation d'importants progrès l'année prochaine. Le Japon continuera à participer de manière constructive aux discussions visant à clarifier le cadre normatif et opérationnel ainsi que l'élaboration de règles internationales concernant les systèmes d'armes létaux autonomes. Enfin, le Japon espère que le rapport du Secrétaire général qui doit être établi en vertu du projet de résolution A/C.1/78/L.56 apportera de nouvelles contributions aux débats en cours sur les systèmes d'armes létaux autonomes dans le cadre de la Convention sur certaines armes classiques.

**M. Göbel** (Allemagne) (*parle en anglais*) : La Première Commission vient d'adopter le projet de résolution A/C.1/78/L.41, intitulé « Gestion des munitions classiques tout au long de leur cycle de vie », qui constitue essentiellement un moyen de faire du Cadre mondial pour la gestion des munitions classiques tout au long de leur cycle de vie une réalité, comme l'a recommandé en juin le groupe de travail à composition non limitée chargé de définir un ensemble d'engagements politiques devant constituer un nouveau cadre mondial qui remédierait aux lacunes existantes dans la gestion portant sur toute la durée du cycle de vie des munitions, groupe créé en application de la résolution 76/233 de l'Assemblée générale. Au nom de mon gouvernement et de notre coauteur, la France, je voudrais remercier les délégations de leurs contributions constructives au processus et je souhaite profiter de cette occasion pour souligner l'importance de cette décision, en particulier du point de vue de la maîtrise des armements.

**Le Président** (*parle en anglais*) : Je prie le représentant de l'Allemagne de bien vouloir m'excuser, mais en tant qu'auteur principal du projet de résolution, il doit s'abstenir d'expliquer sa position sur son projet de résolution.

**M. Göbel** (Allemagne) (*parle en anglais*) : Mon intervention a pour objet non pas d'expliquer notre vote, mais plutôt de mettre en exergue ce qui est, à nos yeux, un moment historique. Je crois que c'est la première fois en 10 ans que l'Organisation des Nations Unies conclut avec succès la création d'un nouvel instrument de maîtrise des armes classiques et cela mérite, à mon avis, que l'on prenne un peu de recul et que l'on y réfléchisse.

Après plus de 30 ans de délibérations sur la question de la gestion des munitions, l'« orpheline » de la maîtrise des armes classiques a enfin trouvé un foyer sous l'égide de l'ONU. Il s'agit là d'une avancée considérable dans nos efforts collectifs visant à réduire les risques et les coûts humains associés au trafic et au détournement de munitions classiques, ainsi qu'à empêcher la survenue

des explosions imprévues de sites de munitions et à en limiter la gravité. La décision prise aujourd'hui sauvera des vies. Tout au long du processus de négociation, les délégations ont fait preuve d'un dévouement et d'une collaboration remarquables, ainsi que d'un véritable esprit de multilatéralisme et de compromis, ce qui a permis au groupe de travail à composition non limitée de franchir une étape remarquable sans vote. Cela devrait nous rappeler que, même dans un contexte politique difficile, le progrès, le compromis, la bonne volonté et la collaboration multilatérale sont possibles lorsqu'il existe une volonté politique de réussir.

Le Cadre mondial pour la gestion des munitions classiques tout au long de leur cycle de vie constitue une avancée collective dans la consolidation de la gestion des munitions classiques tout au long de leur cycle de vie, cette problématique étant une préoccupation particulière exigeant des mesures autonomes et requérant une attention soutenue de la part de la communauté internationale. Ce cadre remédie à l'absence d'un instrument réglementaire spécialement consacré aux munitions classiques au niveau international, tout en complétant et en renforçant les instruments internationaux et régionaux existants en matière de maîtrise des armes classiques. La mise en œuvre du Cadre mondial apportera une contribution essentielle à la lutte contre la diversion des munitions classiques, qui continue de susciter et d'alimenter la violence armée, les conflits et l'instabilité dans le monde entier. Elle encouragera les efforts visant à prévenir les explosions imprévues de sites de munitions, qui ont causé des dommages et des destructions dévastateurs pour les communautés, les vies humaines et l'environnement.

En adoptant le Cadre mondial au sein de la Première Commission, les États Membres de l'ONU ont contribué collectivement à la réduction du coût humain des armes et des munitions, sauvant des vies et épargnant des souffrances aux générations futures. Travaillant ensemble dans l'esprit de coopération défini par le Cadre mondial et manifesté par les États durant son élaboration, nous devons maintenant prendre les mesures nécessaires et mettre en œuvre nos engagements. Veillons collectivement à ce que l'élaboration et l'adoption du Cadre mondial ne soient pas la fin de notre parcours commun, mais une première étape cruciale vers la sécurité et la sûreté des munitions classiques tout au long de leur cycle de vie, pour assurer une paix et une sécurité durables ainsi que pour garantir le développement durable.

**M<sup>me</sup> Joniec** (Pologne) (*parle en anglais*) : En ce qui concerne le projet de résolution A/C.1/78/L.56, sur

les systèmes d'armes létaux autonomes, nous appuyons résolument l'affirmation primordiale contenue dans ce projet de résolution, selon laquelle le droit international, et en particulier le droit international humanitaire et la Charte des Nations Unies, s'applique aux systèmes d'armes autonomes. Il est essentiel de conserver des termes qui relient le thème des technologies émergentes dans le domaine des systèmes d'armes létaux autonomes aux travaux du Groupe d'experts gouvernementaux sur les technologies émergentes dans le domaine des systèmes d'armes létaux autonomes établi dans le cadre de la Convention sur certaines armes classiques. Le projet de résolution est satisfaisant à cet égard. Dans le même temps, nous estimons que la Convention sur certaines armes classiques est l'instance la plus appropriée pour mener les discussions sur les systèmes d'armes létaux autonomes. C'est dans le cadre du Groupe d'experts gouvernementaux que nous devons progresser dans l'identification des défis et des possibilités qu'offrent les technologies émergentes. Les autres instances internationales ne sont pas aussi adéquates pour aborder ce sujet important. Elles manquent souvent de capacités techniques et diplomatiques et ne tiennent pas compte de l'équilibre crucial entre les aspects humanitaires et la nécessité militaire. Nous attendons avec impatience la tenue de discussions ouvertes à toutes les parties au sein du Groupe d'experts gouvernementaux concernant son futur mandat, y compris quant à la manière dont nous pouvons appliquer les principes du droit international humanitaire aux systèmes d'armes autonomes.

**M. Belousov** (Fédération de Russie) (*parle en russe*) : Notre délégation prend la parole pour expliquer son vote sur le projet de résolution A/C.1/78/L.20, intitulé « Application de la Convention sur les armes à sous-munitions ». La Fédération de Russie respecte les efforts déployés par les auteurs et par les parties à la Convention sur les armes à sous-munitions pour atténuer les effets négatifs de l'emploi de ce type d'armes sur la population civile, aussi bien pendant les conflits armés qu'après. Cela dit, la position de la Russie sur ce document ambigu, qui a été formulé à la hâte et en dehors du cadre de l'ONU, reste inchangée. Nous n'avons pas participé à la rédaction de la Convention sur les armes à sous-munitions, car elle a été conçue dès le départ pour introduire des limitations discriminatoires qui vont à l'encontre des intérêts de la Russie en matière de défense et de sécurité. La Convention déclare simplement une interdiction complète des armes à sous-munitions, alors qu'en réalité, le marché est divisé entre les munitions dites de mauvaise qualité, qui sont interdites, et certains types d'armes à sous-munitions

de haute technologie, qui sont autorisés. Cette approche profite à un groupe spécifique d'États producteurs de telles armes, et nous la considérons comme une manifestation du deux poids, deux mesures. En outre, le document a pour défaut qu'il permet à tous les États, sans aucune justification, de participer à l'utilisation de telles munitions dans des opérations militaires menées conjointement avec des États qui n'ont pas adhéré à la Convention.

Cette année encore, la Convention a été discréditée : nous faisons référence à l'envoi continu d'armes à sous-munitions en Ukraine. De telles actions par les États-Unis ne font qu'aggraver le conflit et retarder son règlement. Les États-Unis, qui comptent parmi les principaux producteurs de ces armes, non seulement trouvent un nouveau marché pour leur complexe militaro-industriel et réalisent des gains financiers, ils ont aussi la possibilité de remplacer les anciennes armes par des armes à sous-munitions de haute technologie au sein de leurs forces armées nationales. Par ailleurs, nous observons une augmentation constante du nombre de cas dans lesquels ces armes ont été utilisées contre des biens de caractère civil et contre la population civile, comme le confirment également les organisations non gouvernementales. Bien que l'Ukraine et les États-Unis ne soient pas parties à la Convention sur les armes à sous-munitions, ils sont soumis aux impératifs du droit international humanitaire, qui interdit l'utilisation de toute arme contre les civils et les biens de caractère civil. Dans ce contexte, nous pensons que l'adhésion de la Fédération de Russie à la Convention sur les armes à sous-munitions est actuellement inopportune. C'est pour toutes ces raisons que ma délégation a voté contre le projet de résolution A/C.1/78/L.20.

**M. Wazima Szatmari** (Brésil) (*parle en anglais*) : Le Brésil s'est abstenu dans le vote sur le projet de résolution A/C.1/78/L.20, intitulé « Application de la Convention sur les armes à sous-munitions ». Mon pays a appuyé les efforts déployés pour traiter la question des armes à sous-munitions au sein de l'ONU, en particulier les discussions relatives à l'adoption d'un protocole à la Convention sur certaines armes classiques. Nous avons participé activement aux négociations dans le cadre du Groupe d'experts gouvernementaux établi au titre de cette convention, dont l'objectif était l'adoption d'un instrument juridiquement contraignant qui conduirait à l'interdiction progressive des armes à sous-munitions. Le Brésil n'a pas participé au processus d'Oslo. À notre avis, le lancement d'un processus de négociation parallèle en dehors du cadre de la Convention sur certaines armes

classiques n'est conforme ni à l'objectif de renforcer cette convention, ni à celui de favoriser l'adoption d'un instrument équilibré, efficace et non discriminatoire de maîtrise des armements. Le Brésil estime que la Convention d'Oslo présente de graves lacunes. Par exemple, elle autorise l'emploi d'armes à sous-munitions équipées de mécanismes perfectionnés sur le plan technologique pour une durée indéfinie. Ces mécanismes ne sont présents que dans les munitions fabriquées dans un petit nombre de pays dont les industries de défense sont plus avancées. L'efficacité de la Convention est également mise à mal par son article 21, connu sous le nom de « clause d'interopérabilité ». Le Brésil n'a jamais utilisé d'armes à sous-munitions et est partie à tous les protocoles à la Convention sur certaines armes classiques, y compris le Protocole V relatif aux restes explosifs de guerre. Il a donc pris l'engagement de veiller à ce que toute utilisation éventuelle d'armes à sous-munitions soit conforme aux obligations qui lui incombent en vertu du droit international humanitaire applicable.

En ce qui concerne le projet de résolution A/C.1/78/L.56, intitulé « Systèmes d'armes létaux autonomes », le Brésil a voté pour, étant entendu que le processus mené dans le cadre du Groupe d'experts gouvernementaux sur les technologies émergentes dans le domaine des systèmes d'armes létaux autonomes établi au titre de la Convention pourrait bénéficier des nouvelles opinions émanant d'un public plus large. Bien que les discussions à Genève soient menées dans le cadre d'un prétendu groupe d'experts, il s'agit en réalité d'un processus qui fonctionne, dans la pratique, comme un groupe de travail à composition non limitée auquel participent activement non seulement les États parties à la Convention, mais aussi les États observateurs, le Comité international de la Croix-Rouge et des organisations non gouvernementales. Le Brésil a eu le privilège de présider le Groupe d'experts gouvernementaux lors des sessions de 2022 et 2023 et estime que des progrès importants ont été réalisés grâce à la participation active de nombreuses délégations, séparément ou en groupes, qui ont présenté un large éventail de propositions.

L'idée d'élaborer un cadre d'action humanitaire et de maîtrise des armements pour réglementer un système d'armes émergent est redoutable et ne s'appuie que sur très peu de précédents. Il n'est pas surprenant que les membres soient divisés quant au rythme à adopter pour mener les délibérations. Ceux qui pensent que les discussions juridiques et diplomatiques seront dépassées par les innovations favoriseraient une voie plus directe vers un instrument juridiquement contraignant. D'autres, qui

ont l'ambition de développer ces capacités, préféreraient mieux comprendre les possibilités des systèmes avant de s'engager sans équivoque à respecter des règles restrictives. Quoi qu'il en soit, il est remarquable que, dans le climat international difficile actuel, nous ayons pu trouver un consensus en faveur d'un cadre combinant des interdictions et des réglementations, tout en respectant pleinement le droit international humanitaire et en gardant à l'esprit les perspectives éthiques. La question qui se pose à nous est claire : quelle est la prochaine étape ? Sans vouloir être trop normatif, le Brésil estime que nous devrions attendre les délibérations de la réunion de la Convention sur certaines armes classiques organisée en novembre, sous la présidence éclairée de l'Argentine, avant de définir le prochain mandat du Groupe d'experts gouvernementaux, afin de pouvoir extraire tout le potentiel des délibérations de cet organe.

**M. Çetin** (Türkiye) (*parle en anglais*) : En ce qui concerne le projet de résolution A/C.1/78/L.56, intitulé « Systèmes d'armes létaux autonomes », ma délégation s'est abstenue dans le vote sur ce projet de résolution et sur ses différents paragraphes, car la version finale de ce texte ne répond pas pleinement à certaines de nos préoccupations. La Türkiye estime que le développement et l'utilisation de systèmes d'armes létaux autonomes qui ne sont pas soumis à un véritable contrôle humain ne sont pas souhaitables et enfreignent le droit international humanitaire. La mise au point, la production et l'utilisation de ces systèmes d'armes, qui, par nature, frappent sans discrimination, sont déjà interdites par la Convention de Genève de 1949. Le droit international humanitaire s'applique aux armes létales autonomes, comme à toutes les armes. Par conséquent, le droit international et le droit international humanitaire suffiraient à apaiser les craintes concernant l'utilisation des systèmes d'armes létaux autonomes.

Nous estimons que, compte tenu de la vaste expertise technique, militaire et diplomatique sur laquelle elle repose, la Convention sur certaines armes classiques est l'instance appropriée pour aborder les questions liées aux technologies émergentes et aux systèmes d'armes létaux autonomes. Bien que nous apprécions les modifications apportées au projet de résolution pour souligner le rôle de ladite Convention, nous pensons qu'il existe toujours un risque qu'un processus parallèle et concurrent soit créé. En outre, l'évolution rapide des technologies rend plus difficile l'élaboration d'une définition universelle. Même après des années de débats, nous n'arrivons pas à nous mettre d'accord sur une définition des systèmes d'armes létaux autonomes. Le projet de résolution contient



en plusieurs endroits des termes autres que le terme « systèmes d'armes létaux autonomes », qui a fait l'objet d'un consensus. L'absence de terminologie commune soulève également des questions sur la marche à suivre. Les technologies émergentes liées aux systèmes d'armes létaux autonomes seraient probablement des technologies à double usage par nature, comme l'intelligence artificielle, la technologie des capteurs, la robotique, la vision par ordinateur et même l'Internet des objets.

Il est extrêmement important que nos efforts n'entravent pas les progrès dans notre accès aux évolutions de la recherche civile et de l'utilisation de ces technologies. Nous pensons qu'il importe de prendre en considération les implications et les incidences potentielles des technologies émergentes sur la société et de veiller à ce que ces technologies soient développées et utilisées de manière responsable, éthique et transparente. Cependant, un document juridiquement contraignant élaboré en l'absence d'une définition convenue ne servirait pas l'objectif visé et pourrait donner lieu à des abus. Nous pensons que parvenir à un accord sur une définition pratique et sur des caractéristiques pertinentes en ce qui concerne les systèmes d'armes létaux autonomes nous permettra de trouver un consensus sur les autres sujets. Nous devrions procéder étape par étape et, sur la base des 11 principes directeurs adoptés en 2019, nous concentrer en priorité sur l'élaboration d'un code de conduite, de mesures de confiance et de mécanismes permettant de créer un environnement propice pour aller de l'avant.

**M. Garcia Moré** (Cuba) (*parle en espagnol*) : En ce qui concerne le projet de résolution A/C.1/78/L.41, intitulé « Gestion des munitions classiques tout au long de leur cycle de vie », nous nous sommes abstenus dans le vote sur le treizième alinéa du préambule, car nous ne sommes pas favorables aux tentatives visant à établir des synergies entre le Traité sur le commerce des armes et d'autres instruments qui, bien qu'ils soient universellement acceptés, en sont différents du point de vue de leur caractère juridique, de leur composition, de leur portée et de la catégorie d'armes qu'ils réglementent.

Nous avons voté pour le projet de résolution A/C.1/78/L.41, pris dans son ensemble, qui contient le nouveau Cadre mondial pour la gestion des munitions classiques tout au long de leur cycle de vie, convenu par le groupe de travail à composition non limitée chargé de définir un ensemble d'engagements politiques devant constituer un nouveau cadre mondial qui remédierait aux lacunes existantes dans la gestion portant sur toute la durée du cycle de vie des munitions. Notre délégation

a appuyé l'adoption du Cadre mondial conformément à notre engagement ferme à prévenir et à combattre le trafic de munitions, dans le strict respect de notre législation nationale et de nos obligations internationales. Les considérations que nous avons formulées à la suite de l'adoption du document dans ce groupe de travail restent valables. Le Cadre mondial contient des engagements politiques volontaires qui, sans préjudice des juridictions nationales, pourraient être efficaces si les États les mettent en œuvre de bonne foi, en gardant à l'esprit la nécessité de les adapter aux différentes réalités nationales et aux prérogatives souveraines de chaque État. Nous insistons sur l'importance du principe directeur énoncé dans le Cadre mondial, qui réaffirme le droit légitime qu'a chaque État de fabriquer, d'acquérir, de stocker, de gérer et de transférer légalement des munitions classiques à des fins de légitime défense et de sécurité. Nous soulignons également qu'il appartient à chaque État de définir les besoins de ses forces militaires et de ses forces de sécurité en munitions et équipements classiques, et que cette prérogative s'étend à la gestion et à la détermination des excédents nationaux. La responsabilité de la manipulation, du stockage, de la protection, de la saisie et de la destruction des munitions classiques revient aux États, dont la tâche est de superviser la gestion sûre et adéquate de ces munitions. Ces efforts nationaux peuvent être complétés par un renforcement de la coopération et de l'assistance internationales nécessaires pour prévenir et combattre efficacement le trafic de munitions classiques.

L'efficacité du Cadre mondial dépendra largement de la capacité de prévenir toute réinterprétation partielle des engagements qu'il contient. C'est pourquoi nous soulignons qu'il est, à notre avis, essentiel de veiller à ce que des critères d'évaluation des risques subjectifs ou facilement manipulables pour les transferts ne soient pas appliqués de manière sélective dans le but de limiter, directement ou indirectement, le droit légitime qu'ont les États d'acquérir des munitions classiques pour leurs besoins en matière de sécurité. La délégation cubaine aurait préféré que le Cadre mondial soit un document plus simple et plus concis en termes de structure et de contenu, ce qui aurait permis de se passer de l'annexe, qui n'énonce aucun engagement convenu. Nous espérons que ce nouveau cadre mondial permettra une gestion plus efficace des munitions classiques tout au long de leur cycle de vie et qu'il contribuera utilement à la lutte contre le trafic de munitions.

**M<sup>me</sup> Jiamin Liu** (Singapour) (*parle en anglais*) : En ce qui concerne les votes pour le projet de résolution A/C.1/78/L.39, intitulé « Mise en œuvre

de la Convention sur l'interdiction de l'emploi, du stockage, de la production et du transfert des mines antipersonnel et sur leur destruction », et pour le projet de résolution A/C.1/78/L.20, intitulé « Application de la Convention sur les armes à sous-munitions », Singapour a une position claire et de longue date sur ces deux projets de résolution. Nous avons toujours voté pour le projet de résolution sur la mise en œuvre de la Convention sur l'interdiction de l'emploi, du stockage, de la production et du transfert des mines antipersonnel et sur leur destruction. Mon pays appuie toutes les initiatives qui visent à lutter contre l'emploi aveugle des mines terrestres antipersonnel. En mai 1996, Singapour a déclaré un moratoire de deux ans sur l'exportation des mines terrestres antipersonnel qui ne sont pas dotées de mécanismes d'autoneutralisation. En février 1998, le pays a étendu ce moratoire à tous les types de mines antipersonnel et l'a prorogé indéfiniment. Singapour a également voté pour le projet de résolution sur la mise en œuvre de la Convention sur les armes à sous-munitions. Nous appuyons les initiatives visant à lutter contre l'emploi aveugle d'armes à sous-munitions, surtout lorsqu'elles visent des civils innocents. C'est pour cette raison que Singapour a déclaré, en novembre 2008, un moratoire d'une durée indéfinie sur l'exportation d'armes à sous-munitions.

Nous appuyons en outre les travaux des deux Conventions que j'ai mentionnées en participant régulièrement aux réunions des États parties à ces conventions. Par exemple, nous participerons à la vingt-et-unième Assemblée des États parties à la Convention sur l'interdiction des mines antipersonnel, qui se tiendra en novembre. Dans le même temps, en tant que petit État, Singapour est fermement convaincue que les préoccupations légitimes de sécurité et le droit de légitime défense de tous les États doivent être respectés. Une interdiction générale de tous les types d'armes à sous-munitions et de mines terrestres antipersonnel pourrait donc être contre-productive. Singapour a collaboré et continuera à collaborer avec la communauté internationale pour trouver une solution globale et durable qui réponde aux préoccupations humanitaires liées à l'emploi des mines terrestres antipersonnel et des armes à sous-munitions.

**M. Sharoni** (Israël) (*parle en anglais*) : En ce qui concerne le projet de résolution A/C.1/78/L.56, sur les systèmes d'armes létaux autonomes, Israël attache une grande importance à la Convention sur certaines armes classiques et reconnaît qu'elle revêt un caractère unique en tant que principale instance capable de parvenir à

un juste équilibre entre les considérations militaires et les considérations humanitaires. Cette approche est fondamentale dans le débat sur les systèmes d'armes létaux autonomes et, grâce à elle, les travaux accomplis par la Convention à cet égard sont ceux qui portent le plus de fruits sur le terrain. En ce qui concerne les systèmes d'armes létaux autonomes, il convient de reconnaître les progrès réalisés dans le cadre de la Convention sur certaines armes classiques, en particulier au cours de l'année écoulée sous la direction avisée de l'Ambassadeur Damico, ainsi que la nécessité de poursuivre les discussions approfondies au sein du Groupe d'experts gouvernementaux sur les technologies émergentes dans le domaine des systèmes d'armes létaux autonomes, ce qui pourrait aboutir à des résultats consensuels tangibles. L'atmosphère constructive qui règne dans les débats renforce notre conviction que la Convention demeure le cadre le plus indiqué pour examiner les difficultés et les possibilités que présentent les nouvelles technologies dans le domaine des systèmes d'armes létaux autonomes. Pour ces raisons, Israël estime qu'il importe que nous poursuivions nos délibérations de fond sur les systèmes d'armes létaux autonomes dans le cadre de la Convention sur certaines armes classiques de manière constructive, en nous concentrant sur des discussions éclairées qui nous permettent d'approfondir notre compréhension mutuelle et de continuer à examiner les sujets abordés jusqu'à présent. Nous demandons que l'important travail réalisé dans le cadre de cette Convention ne soit pas compromis par la création d'une instance parallèle sur ce sujet.

En outre, Israël estime que, pour toute caractérisation de la question, il faut continuer de mettre l'accent sur les systèmes d'armes létaux autonomes, comme le fait le Groupe d'experts gouvernementaux depuis sa création. Nous savons que si l'élément de létalité était supprimé, il en résulterait un élargissement du débat qui pourrait compliquer excessivement nos discussions et ralentir considérablement tous les progrès auxquels nous aspirons. Nous tenons également à souligner que le droit international humanitaire s'applique pleinement aux systèmes d'armes létaux autonomes et qu'il offre, selon nous, un bon cadre juridique pour régir toute utilisation future de ces systèmes. Enfin, compte tenu de l'évolution constante de la technologie, il faut être conscient que notre compréhension des technologies émergentes dans le domaine des systèmes d'armes létaux autonomes et nos attentes envers celles-ci peuvent changer au fil du temps. Dès lors, afin de pouvoir mener une discussion sérieuse et responsable sur les systèmes d'armes létaux autonomes,

il est nécessaire d'aborder cette question avec prudence et mesure.

Pour finir, Israël a voté pour le projet de résolution A/C.1/78/L.40, intitulé « Le commerce illicite des armes légères et de petit calibre sous tous ses aspects », et pour le projet de résolution A/C.1/78/L.42, intitulé « Traité sur le commerce des armes ». Néanmoins, mon pays tient à réaffirmer sa position sur les munitions. Nous rappelons notre déclaration selon laquelle le Programme d'action en vue de prévenir, combattre et éliminer le commerce illicite des armes légères sous tous ses aspects n'est pas assorti d'un mandat concernant les munitions, pour lesquelles une autre instance a été désignée : le nouveau Cadre mondial pour la gestion des munitions classiques tout au long de leur cycle de vie.

**M. Ray** (Inde) (*parle en anglais*) : En ce qui concerne le vote de l'Inde sur le projet de résolution A/C.1/78/L.56, sur les systèmes d'armes létaux autonomes, l'Inde estime que la Convention sur certaines armes classiques offre le cadre approprié pour examiner les questions relatives aux systèmes d'armes létaux autonomes, en vue de trouver un équilibre entre nécessité militaire et impératifs humanitaires. Le Groupe d'experts gouvernementaux sur les technologies émergentes dans le domaine des systèmes d'armes létaux autonomes a réalisé et continue de réaliser un ensemble de travaux importants. Il est nécessaire de poursuivre ces travaux afin de parvenir à une compréhension commune, notamment en ce qui concerne les définitions et la caractérisation des systèmes d'armes létaux autonomes. On ne contribuera pas à ce processus en élargissant, à ce stade, le champ des interprétations possibles au-delà des technologies émergentes dans le domaine des systèmes d'armes létaux autonomes, en mettant l'accent sur le terme « létal » et en faisant référence à des concepts sur lesquels il n'existe pas d'accord, et encore moins de consensus, tels que le concept de stabilité régionale. Les mandats et les démarches parallèles concernant les systèmes d'armes létaux autonomes entraînent par ailleurs un chevauchement des activités et un gaspillage des ressources. L'Inde a donc voté contre le projet de résolution A/C.1/78/L.56.

**M. Al Ashkar** (République arabe syrienne) (*parle en arabe*) : En ce qui concerne le projet de résolution A/C.1/78/L.41, intitulé « Gestion des munitions classiques tout au long de leur cycle de vie », depuis le début des travaux du groupe de travail à composition non limitée chargé de définir un ensemble d'engagements politiques devant constituer un nouveau cadre mondial qui remédierait aux lacunes existantes dans la gestion

portant sur toute la durée du cycle de vie des munitions, ma délégation a demandé que l'on se concentre sur la formulation d'engagements politiques qui serviraient de lignes directrices, conformément au mandat de ce groupe de travail à composition non limitée. Bien que le projet de texte aille au-delà, dans un esprit de souplesse et de compromis, nous avons participé aux négociations de manière constructive afin de l'améliorer, dans le but d'y ajouter une dimension plus volontaire et d'éviter tout lien avec des cadres et des accords non consensuels ou non universels. Une fois encore, bien que le texte du rapport final du groupe de travail à composition non limitée (voir A/78/111) n'ait pas répondu de manière adéquate à nos principales préoccupations, nous l'avons approuvé. Lors des délibérations du groupe de travail à composition non limitée, ma délégation a souligné qu'aucune mesure ne devait porter atteinte au contrôle exclusivement national de la gestion des munitions et que toute mesure prise à cet égard devait pouvoir être mise en œuvre dans le cadre du système juridique des États. Nous avons insisté sur la nécessité d'éviter toute référence à certains types de munitions qui dépasserait le cadre du mandat du groupe de travail à composition non limitée.

Ma délégation réaffirme sa position, à savoir qu'elle émet des réserves sur les termes ayant une connotation juridique contraignante. Elle se dit préoccupée par les concepts qui ne sont pas fondés sur des normes internationales et par leur utilisation abusive, y compris les termes et mécanismes issus de traités qui ne sont pas universels et pourraient être utilisés comme des obstacles ou des conditions qui porteraient atteinte au droit légitime qu'ont les États de subvenir à leurs besoins en munitions classiques, conformément à l'Article 51 de la Charte des Nations Unies. La formulation du projet de résolution ne produit pas un texte équilibré et présente des lacunes, et les préoccupations et les priorités n'ont pas été prises en considération. Ma délégation s'est donc abstenue dans le vote sur le projet de résolution A/C.1/78/L.41.

En ce qui concerne le projet de résolution A/C.1/78/L.42, nous souhaitons rappeler que la Syrie attache une grande importance à la réglementation du commerce des armes, compte tenu des dangers qu'il représente pour la paix et la sécurité internationales. J'en veux pour preuve ce que mon pays a subi à la suite des actes terroristes perpétrés par des groupes qui ont réussi à acquérir tous types d'armes et de munitions non classiques ainsi que toutes sortes d'équipements militaires.

Au Moyen-Orient, Israël continue à mener une politique d'armement agressive, fondée sur le maintien

d'un énorme arsenal de tous types d'armes classiques et non classiques ainsi que d'armes de destruction massive, au premier rang desquelles figurent les armes nucléaires.

Ma délégation a travaillé avec diligence et bonne foi pour parvenir à un véritable traité sur le commerce des armes qui ne serait pas utilisé pour faire pression sur un seul groupe de pays, comme c'est le cas avec d'autres instruments internationaux. La Syrie ne se serait jamais opposée au Traité sur le commerce des armes s'il avait été rédigé de manière dûment consensuelle. Malheureusement, ce traité présente des lacunes que nous ne pouvons ignorer.

Nous sommes pleinement attachés aux obligations internationales contenues dans le document final de la première session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement (résolution S-10/2) et au désarmement nucléaire, que nous considérons comme une priorité menant au désarmement général et complet. Nous insistons sur le fait que toute mesure de maîtrise des armements doit être adoptée par consensus, faute de quoi elle n'atteindra pas les objectifs souhaités. Ma délégation s'est donc abstenue dans le vote sur le projet de résolution A/C.1/78/L.42. Je souligne que ma délégation se dissocie de toutes les résolutions qui contiennent une référence au Traité sur le commerce des armes et qui ont été ou seront ultérieurement adoptées par consensus au sein de la Première Commission.

**Le Président** (*parle en anglais*) : Nous avons entendu le dernier orateur au titre des explications de vote après le vote sur le groupe de questions 4, « Armes classiques ». La Commission en vient maintenant au groupe de questions 5, « Autres mesures de désarmement et sécurité internationale ».

Je vais donner la parole aux délégations qui souhaitent faire une déclaration d'ordre général ou présenter un projet de résolution nouveau ou révisé au titre du groupe de questions 5, « Autres mesures de désarmement et sécurité internationale ».

Par ailleurs, au vu du temps qu'il nous reste et des demandes formulées pour exercer un droit de réponse à la présente séance, et compte tenu des dispositions de l'article 108 du Règlement intérieur de l'Assemblée générale, la Commission procédera au vote sur les projets de proposition relevant du groupe de questions 5 demain à 15 heures, et nos délibérations commenceront par les explications de vote avant le vote.

Je donne maintenant la parole à la représentante de la France, qui va présenter le projet de résolution A/C.1/78/L.60/Rev.1.

**Mme Petit** (France) : La France, la Colombie et les États-Unis ont l'honneur de présenter à la Première Commission le projet de résolution A/C.1/78/L.60/Rev.1, sur le Programme d'action destiné à promouvoir le comportement responsable des États en matière d'utilisation du numérique dans le contexte de la sécurité internationale.

L'année dernière, la résolution 77/37, qui saluait la proposition d'établir un programme d'action, a bénéficié d'un soutien massif, avec 156 voix pour et le coparrainage d'un groupe transrégional de 74 États, ce qui démontre clairement l'aspiration commune de la grande majorité des États à promouvoir la paix, la sécurité et la stabilité dans le cyberspace par un mécanisme permanent, inclusif et orienté vers l'action.

Cette année, le projet de résolution déposé par la France, la Colombie et les États-Unis constitue un pas en avant important et vise les objectifs suivants.

Premièrement, il vise à saluer les travaux du groupe de travail à composition non limitée sur la sécurité du numérique et de son utilisation (2021-2025), en particulier son deuxième rapport d'activité annuel (voir A/78/265), qui mentionne l'accord sur les éléments communs du futur mécanisme de dialogue institutionnel régulier, et l'appel à poursuivre les discussions sur la portée, la structure et le contenu du Programme d'action lors des sixième, septième et huitième sessions du groupe.

Deuxième objectif du projet, il vise à réaffirmer le cadre normatif agréé pour promouvoir le comportement responsable des États dans le cyberspace, qui a été élaboré de manière itérative par les six groupes d'experts gouvernementaux successifs et par le premier groupe de travail à composition non limitée, et qui a été endossé par l'Assemblée générale dans une série de résolutions consensuelles, la dernière en date étant la résolution 76/19 adoptée par consensus en 2021.

Troisièmement, le projet vise à soutenir le renforcement des capacités pour mettre en œuvre ce cadre normatif consensuel et réduire la fracture numérique.

Quatrièmement, il vise à établir un mécanisme permanent, inclusif et orienté vers l'action pour renforcer les capacités des États à mettre en œuvre ce cadre normatif sur une base volontaire et, le cas échéant, examiner la nécessité de développer des normes supplémentaires



ou des obligations juridiquement contraignantes. Ce mécanisme ne sera mis en place qu'après la conclusion du groupe de travail à composition non limitée en 2025, et avant la fin de l'année 2026. Ce calendrier garantit une transition fluide. Il évite la création d'une voie parallèle et toute duplication.

Le projet de résolution réaffirme le rôle clef du groupe de travail à composition non limitée. En effet, la portée, le contenu, la structure et les modalités de ce mécanisme se fonderont sur les résultats consensuels du groupe. Pour refléter cette dimension, le paragraphe 4 du dispositif ancre les discussions au sein du groupe de travail et évite de préjuger de la substance du futur mécanisme.

Le texte a ainsi beaucoup évolué pour refléter les commentaires formulés au cours de consultations ouvertes et transparentes. Nous avons à cœur d'adopter une approche inclusive et de compromis pour obtenir le soutien le plus large possible, pour que nos discussions sur la cybersécurité se poursuivent de façon bénéfique pour tous les États.

Les États discutent en effet des questions liées à la cybersécurité dans le cadre de l'ONU depuis maintenant 25 ans, avec un alignement remarquable ces dernières années dans leurs appels à accélérer le passage à une approche davantage tournée vers l'action, vers la mise en œuvre du cadre normatif et le renforcement des capacités cyber, en particulier pour les pays en développement.

La proposition d'établir ce mécanisme au sein de l'ONU a été introduite par la France et un groupe transrégional d'États dès 2020. Elle est désormais familière de tous les États participant au groupe de travail à composition non limitée et figure de façon constante dans plusieurs rapports consensuels des groupes de travail à composition non limitée et des Groupes d'experts gouvernementaux en 2021, en 2022, en 2023, notamment l'actuel groupe de travail.

Prendre dès maintenant une décision sur l'établissement du futur mécanisme permettra d'assurer une continuité dans ce travail essentiel, d'autant que le précédent de l'établissement du Programme d'action en vue de prévenir, combattre et éliminer le commerce illicite des armes légères sous tous ses aspects, lancé en 2001, avait en effet nécessité des travaux préparatoires sur quatre ans.

C'est pourquoi nous encourageons tous les États à soutenir le projet de résolution A/C.1/78/L.60/Rev.1 et le paragraphe 4 de son dispositif.

**Le Président** (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant de la Fédération de Russie, qui va présenter le projet de résolution A/C.1/78/L.11.

**M. Belousov** (Fédération de Russie) (*parle en russe*) : Nous souhaitons faire une déclaration générale et présenter à nouveau le projet de résolution A/C.1/78/L.11, sur les progrès de l'informatique et des télécommunications et la sécurité internationale.

La Fédération de Russie a toujours préconisé l'établissement d'un système de sécurité internationale de l'information sur une base juridique saine, reposant sur les principes de l'égalité souveraine des États et de la non-ingérence dans leurs affaires intérieures. Nous sommes convaincus que seuls les efforts collectifs de l'ensemble de la communauté internationale nous permettront de garantir la paix et la stabilité dans l'espace mondial de l'information et de contrer efficacement l'ensemble des menaces qui existent ou pourraient exister dans ce domaine.

À cette fin, tous les ans depuis 25 ans, nous déposons un projet de résolution sur les progrès de l'informatique et des télécommunications et la sécurité internationale. Le projet de résolution A/C.1/78/L.11 proposé par la Russie vise à préserver le rôle du groupe de travail à composition non limitée sur la sécurité du numérique et de son utilisation (2021-2025) en tant qu'unique mécanisme de prise de décision concernant la sécurité dans l'utilisation des technologies de l'information et de la communication sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies, ainsi qu'à garantir la stricte exécution de son mandat, tel qu'il est défini dans la résolution 75/240. Dans notre document, nous affirmons qu'il est nécessaire de s'appuyer sur une base véritablement universelle pour prendre des décisions concernant le futur dialogue institutionnel régulier sur la sécurité du numérique. Cette démarche doit avoir lieu dans le cadre du groupe de travail à composition non limitée existant. Nous y demandons également au Secrétaire général de préparer un rapport résumant les opinions de tous les États sur la manière dont ils envisagent le format des négociations sur la sécurité informatique lorsque le mandat du groupe arrivera à son terme, en 2025. Le projet de résolution est, par nature, unificateur et non politisé. Il se fonde sur les résultats obtenus précédemment par le groupe de travail à composition non limitée, c'est-à-dire les accords conclus, ainsi que sur les résolutions de l'Assemblée générale. En outre, il complète et étaye les projets de décision déposés par Singapour, que la Russie soutient pleinement, en vue de l'approbation du deuxième rapport annuel du groupe.

Toute tentative de dépeindre notre initiative comme sapant le travail du groupe de travail et de son président est tout simplement irrecevable. Ces affirmations sont contraires à la réalité. Si le travail du groupe est entravé, c'est à cause des tentatives visant à préjuger de ses résultats et à diviser les questions relatives à la sécurité informatique en formats parallèles et redondants, une pratique contraire aux intérêts de la majorité de la communauté internationale.

Dans ce contexte, nous sommes préoccupés par les mesures prises par les pays occidentaux, qui déclarent publiquement leur soutien total au groupe de travail à composition non limitée tout en promouvant leur propre projet de résolution sur un programme d'action visant à remplacer ce groupe par un autre format qui ne serait avantageux que pour eux. En parallèle, ils font tout leur possible pour contrer l'adoption du document russe qui a été mis aux voix. Il est évident que leur démarche est motivée par des fins purement politiques. Cela concerne notamment l'un des principaux alinéas du préambule, le troisième, sur la prévention des conflits dans l'espace numérique.

Nous regrettons que les questions relatives à la sécurité internationale de l'information deviennent chaque année de plus en plus politisées. Comme on peut le constater, ce n'est certainement pas à cause de nous. Lors de la prise de décisions, il importe de s'appuyer sur les intérêts de sécurité nationale à long terme des États, plutôt que de se laisser influencer par la situation géopolitique à court terme. Nous encourageons tous les États Membres à soutenir le projet de résolution russe A/C.1/78/L.11, à la fois pris dans son ensemble et, séparément, en ce qui concerne l'alinéa contesté de son préambule.

Tout vote pour notre projet de résolution est un vote pour le groupe de travail à composition non limitée en tant que mécanisme de négociation unifié pour la sécurité informatique au sein de l'ONU, mécanisme qui fonctionne sur la base du principe de consensus tout en garantissant que les intérêts d'absolument tous les États sont pris en considération. Aujourd'hui, comme lors de la création du groupe de travail, il importe d'unir nos efforts pour défendre ce mécanisme, qui est un atout pour l'ensemble de la communauté internationale.

**Le Président** (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole à la représentante de la République de Corée, qui va présenter le projet de résolution A/C.1/78/L.19.

**M<sup>me</sup> Lee** (République de Corée) (*parle en anglais*) : J'ai l'honneur de prendre aujourd'hui la parole pour présenter le projet de résolution A/C.1/78/L.19, sur les jeunes, le désarmement et la non-prolifération.

Fervente défenseuse de l'action 38 du Programme de désarmement du Secrétaire général, la République de Corée est fière de déposer cette résolution pour la troisième fois auprès de la Première Commission. Considérant que les perspectives originales et inédites des jeunes peuvent favoriser une plus grande diversité et assurer la durabilité des discussions pertinentes, nous accordons une grande importance aux efforts conjoints déployés par la communauté internationale pour mobiliser et sensibiliser les jeunes en faveur du désarmement et de la non-prolifération ainsi que pour leur donner des moyens d'action à cet égard. Nous estimons que le soutien ferme des États Membres à l'égard de cette initiative et les grands espoirs qu'ils y placent ont été dûment exprimés au sein de la Première Commission, y compris lors de la rencontre parallèle sur la jeunesse et le désarmement organisée le 13 octobre.

Le projet de résolution de cette année contient quelques modifications mineures et techniques, principalement pour tenir compte de l'évolution de la situation au cours des deux dernières années. Cette résolution bisannuelle ayant été adoptée par consensus depuis sa création en 2019, au vu de la nature intrinsèquement consensuelle de son texte, ma délégation invite tous les États Membres à voter pour le douzième alinéa du préambule et à adopter le projet de résolution, dans son ensemble, sans vote. C'est cet esprit de consensus et de coopération, plutôt que de division ou de politisation, que nous souhaitons transmettre aux générations futures. Ce projet de résolution sur la jeunesse offre une occasion inestimable de promouvoir une telle culture en cette période difficile, marquée par un accroissement des tensions géopolitiques et des conflits.

Plus de 80 pays se sont déjà portés coauteurs de ce projet de résolution, ce qui démontre, là encore, le fort soutien dont bénéficie cette problématique cruciale, qui mérite l'appui sans réserve et l'engagement unifié de la communauté internationale. Je saisis cette occasion pour exprimer la sincère gratitude de ma délégation aux pays qui se sont déjà portés coauteurs de cette résolution et pour encourager les États qui ne l'ont pas encore fait à se joindre à nous en tant que nouveaux coauteurs.

**M<sup>me</sup> Romero López** (Cuba) (*parle en espagnol*) : La délégation cubaine souhaite faire une déclaration générale au titre du groupe de questions 5, « Autres

mesures de désarmement et sécurité internationale ». Nous encourageons toutes les délégations à soutenir les projets de résolution présentés par le Mouvement des pays non alignés dans le cadre de ce groupe de questions, à savoir le projet de résolution A/C.1/78/L.4, intitulé « Relation entre le désarmement et le développement », le projet de résolution A/C.1/78/L.6, intitulé « Respect des normes environnementales dans l'élaboration et l'application des accords de désarmement et de maîtrise des armements », et le projet de résolution A/C.1/78/L.7, intitulé « Promotion du multilatéralisme dans le domaine du désarmement et de la non-prolifération ». La délégation cubaine s'est par ailleurs portée coauteure du projet de résolution A/C.1/78/L.11, intitulé « Progrès de l'informatique et des télécommunications et sécurité internationale » et votera pour ce texte. Ce projet de résolution s'appuie sur les résolutions précédentes de la Première Commission sur la même question, dans le cadre de 25 ans de débats menés sur ce sujet, sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies.

Nous tenons à exprimer notre appui indéfectible aux travaux de l'actuel groupe de travail à composition non limitée sur la sécurité du numérique et de son utilisation (2021-2025). Il s'agit du seul processus inclusif et transparent dont disposent les États Membres pour examiner, sur un pied d'égalité, toutes les questions liées à la cybersécurité, y compris les propositions relatives à tous les aspects du mandat confié au groupe, en tenant dûment compte des points de vue, des préoccupations et des intérêts légitimes de tous les États. Nous demandons instamment à toutes les délégations de voter pour le projet de résolution A/C.1/78/L.11 ainsi que pour le troisième alinéa de son préambule, pour lequel un vote séparé a été demandé. Ce texte promeut l'utilisation des technologies de l'information et de la communication à des fins pacifiques en vue de contribuer à un avenir commun pour l'humanité, dans l'intérêt de tous les États.

**Le Président** (*parle en anglais*) : Je ne vois personne qui souhaiterait prendre la parole pour faire une déclaration générale ou présenter les nouveaux projets de résolution révisés.

Je donne maintenant la parole aux délégations qui souhaitent exercer leur droit de réponse.

Avant tout, je rappelle aux membres que les déclarations faites dans l'exercice du droit de réponse sont limitées à cinq minutes pour la première intervention et à trois minutes pour la seconde.

**M. Turner** (États-Unis d'Amérique) (*parle en anglais*) : Je souhaite prendre brièvement la parole pour répondre à l'explication de vote donnée par la Russie après le vote sur le projet de résolution A/C.1/78/L.20, sur les armes à sous-munitions, qui contient plusieurs accusations dirigées contre les États-Unis en ce qui concerne ces armes.

Il est vrai que les États-Unis ont envoyé des armes à sous-munitions à l'Ukraine. Notre but était d'aider l'Ukraine à se défendre contre l'invasion de son territoire par la Russie. Les États-Unis ont transféré ces munitions à condition que l'Ukraine, en les utilisant, respecte le droit international des droits humains et le droit international humanitaire. Ce que la Fédération de Russie a omis de préciser, c'est qu'elle utilise elle-même des armes à sous-munitions en Ukraine, qu'elle a été la première à introduire de telles armes en Ukraine et qu'elle a utilisé à plusieurs reprises des armes à sous-munitions de manière indiscriminée, ce qui enfreint le droit international humanitaire. Je voudrais également souligner que la Russie recourt à des armes à sous-munitions non pas à des fins défensives, pour défendre son propre territoire, mais à des fins offensives, pour mener son agression contre l'Ukraine.

**Le Président** (*parle en anglais*) : Bien que nous n'ayons pas tout à fait atteint la fin de la durée prévue pour cette séance, pour les raisons évoquées précédemment et pour respecter les dispositions de l'article 128 du Règlement intérieur, nous allons conclure les travaux pour aujourd'hui. La prochaine séance de la Commission se tiendra demain, jeudi 2 novembre, après-midi, à 15 heures, dans cette même salle. Nous continuerons d'entendre les déclarations au titre des explications de vote avant le vote sur le groupe de questions 5, puis nous nous prononcerons sur les derniers projets de résolution et de décision figurant dans le document non officiel n° 2/Rev.3.

*La séance est levée à 12 h 40.*